



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 26 avril 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Veuillez prendre place. Je propose à Madame BODKIN de me rejoindre à la tribune pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci, Madame BODKIN. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Je voudrais vous faire part de plusieurs informations. Le prochain Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole se tiendra le 31 mai à 18 h.

Vous avez également sur vos tables plusieurs documents : le *MMM*ag de mai 2018, le flyer programme pour la journée des jardins, le flyer programme pour le marché des Garrigues, ainsi que le dépliant concernant l'exposition Stalingrad.

J'ajoute que j'ai reçu un courrier de Laurent ROTURIER, directeur régional des affaires culturelles de la Région Occitanie, m'indiquant que la procédure de labellisation « Ville et Pays d'art et d'histoire » de la Métropole était en cours et qu'il se proposait de la soumettre à la Commission nationale au printemps 2019.

Je voudrais enfin féliciter Julie FRÊCHE, qui est à nouveau devenue maman, d'une petite fille, que je suis allé voir à la clinique en votre nom. Je l'ai félicitée en votre nom. Comme nous le disons classiquement : « *Le bébé et la maman se portent bien.* »

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Il s'agit maintenant de valider l'ordre du jour. Il comporte 64 affaires, puisqu'une affaire a été ajoutée. Elle concerne le déplacement à Chengdu, suite à l'invitation de notre ville jumelle. L'ordre du jour comportait donc 63 affaires ainsi que cette dernière, ce qui fait 64 affaires. Qui demande la parole ? Je mets l'ordre du jour aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Vous avez reçu le procès-verbal du Conseil du 29 mars 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais faire une observation sur le procès-verbal du dernier Conseil métropolitain. Page 12, il est indiqué que « *Monsieur RAYMOND présente la liste* ». Or ce n'est pas Monsieur RAYMOND mais le groupe de Coopération Métropolitaine qui a présenté la liste. Je l'avais exprimé lors du Conseil. J'ai vu que cela n'avait pas été pris en compte. Permettez-moi donc ce soir de vous demander de modifier ce procès-verbal. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Qui a apporté la liste, Monsieur RAYMOND ?

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, comme je l'ai dit la dernière fois, je pense que l'on fait une distinction entre celui qui dépose la liste en main propre à l'adresse de la Métropole et ceux qui composent un groupe et qui définissent une liste. Ils proposent donc la liste. Vous le savez très bien. Peut-être que vous ne faites pas comme cela. Cela vous regarde. Pour ce qui me concerne, je ne suis pas celui qui a décidé de cette liste. Je vous demande donc de modifier le procès-verbal.

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND, est-ce que c'est vous qui avez apporté la liste ou pas ?

Isabelle TOUZARD

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Oui, il a déposé la liste proposée par le groupe. C'est lui qui l'a déposée. Ne refaites pas l'histoire sans arrêt. C'est vous qui avez apporté la liste. Vous avez donc apporté la liste. Point. Il n'y a pas de honte à apporter une liste. Il n'y a pas de honte.

Joël RAYMOND

Donc modifiez le procès-verbal et écrivez « *a déposé* », mais pas « *propose* ». Ce sont deux choses différentes.

Monsieur le Président

« *Monsieur RAYMOND a apporté la liste proposée par le groupe.* » Est-ce que cela vous va, Madame TOUZARD ?

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, en tant que Présidente du groupe de Coopération Métropolitaine, je ne pouvais pas le faire moi-même, j'ai donc demandé à Joël, Maire de Montaud, s'il pouvait apporter physiquement cette liste. Elle est donc bien proposée par le groupe et sa Présidente.

Monsieur le Président

Elle a été apportée par Monsieur RAYMOND.

Isabelle TOUZARD

Elle a été déposée et non proposée par Monsieur RAYMOND. Je vous remercie de prendre en compte cette modification.

Monsieur le Président

C'est Monsieur RAYMOND qui l'a apportée. Donc il faut modifier en fonction de ce qui vient d'être dit : « *Monsieur RAYMOND a apporté la liste proposée par le groupe.* » C'est vous qui l'avez apportée quand même. En marchant. Vous l'avez apportée en marchant. C'est complémentaire. Je ne peux pas tout deviner tout le temps. Je ne savais pas que vous étiez en train de marcher.

Mise à part la proposition de Monsieur RAYMOND, qui sera ajoutée au procès-verbal, avez-vous d'autres observations à formuler sur la rédaction du procès-verbal ? Je mets aux voix le procès-verbal ainsi amendé. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal de la séance du 29 mars 2018 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire suivante. Il s'agit de la synthèse des décisions. Avez-vous des observations à formuler ? Il n'y a pas d'observation.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : FINANCES – CONTRAT FINANCIER ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. BOUALLAGA et M. M. FRAYSSE entrent en séance.

Monsieur le Président

Je passe au premier point de l'ordre du jour. Je vais peut-être demander à Max LEVITA de venir nous rejoindre à la tribune. La première affaire de l'ordre du jour concerne le contrat financier entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole.

Max LEVITA

Monsieur le Président, chers collègues, je vous rappelle le contexte dans lequel se situe ce contrat financier que nous allons signer avec l'État.

Monsieur le Président

Pardonnez-moi de vous interrompre. J'ai sauté une information, qui est toutefois importante : je voudrais avoir une pensée pour Danièle SANTONJA, ancienne Maire de Juvignac, ancienne Vice-Présidente de la Métropole, qui nous a quittés. Nous étions très nombreux à ses obsèques. C'est le Sénateur Jean-Pierre GRAND qui a pris la parole à la demande de la famille et des proches de Danièle SANTONJA. Nous étions une quinzaine de Maires présents. Je voulais simplement, très affectueusement, avoir une pensée pour elle, qui a travaillé longuement au service du bien public. Merci. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

L'État s'engage à économiser 65 milliards d'euros sur la période 2018-2022. Les collectivités locales représentant 20 % de la dépense publique, cela revient à nous demander d'économiser 13 milliards d'euros, soit 2,6 milliards par an, d'où le coefficient d'évolution de 1,2 % par an de nos dépenses réelles de fonctionnement. Ce chiffre de 1,2 % est modulable. Je vais vous en préciser la manière.

Nous sommes donc engagés avec l'État dans un vaste programme de remise en ordre des finances publiques. Il est à souligner qu'en 2017, selon l'INSEE, le déficit cumulé de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité Sociale a reculé de 0,8 point par rapport à 2016, puisque nous sommes passés de 3,4 % à 2,6 % du produit intérieur brut. Ce résultat est une excellente nouvelle pour le Gouvernement et donc pour nous tous. Il était prévu au budget 2017 un déficit de 2,9 %. Nous sommes à 2,6 %. Cela nous permet donc de passer sous la barre fatidique des 3 %, la clé de voûte de la politique budgétaire du Gouvernement. Il est à noter que la France était, jusqu'à l'année dernière, le dernier pays de l'Union européenne, avec l'Espagne, à être sous le coup d'une procédure pour déficit excessif.

Ce chiffre de 1,2 %, qui porte sur le budget principal, pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020, est modulable par trois critères. Vous avez l'analyse dans le rapport.

Le premier critère est démographique, avec la construction de logements. Notre évolution moyenne sur la période 2013-2018 a été de 1,89 % par an, soit plus de 0,75 % au-dessus de la moyenne nationale, qui est de 0,48 %. Concernant ce critère, nous sommes éligibles.

Le deuxième critère est celui de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016. Dans les comptes de gestion, la Métropole a affiché une évolution moyenne de - 0,2 % sur la période 2014-2016, soit une progression inférieure d'au-moins 1,5 % à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités de sa catégorie en 2014 et 2016, qui a été de 2,29 %. Les autres ont fait 2,29 % en moyenne. Pour notre part, nous avons fait - 0,2 %. L'obtention de ce critère résulte de la modération des dépenses induites par la stabilité des taux de fiscalité. Nous sommes donc éligibles.

En revanche, concernant le troisième critère de la modulation au titre du critère de revenu moyen ou de proportion de population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, nous ne sommes pas éligibles, parce que le revenu moyen par habitant n'est pas inférieur de plus de 20 % au revenu moyen, mais que de 3,5 %. La proportion de population métropolitaine qui réside dans les quartiers prioritaires de la ville, de 11,4 %, n'est pas supérieure à 25 %.

Au total, le taux d'évolution annuel moyen pour notre Métropole, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal, est donc de 1,5 %.

Dans le rapport que vous avez sous les yeux, si on prend la base 2017 à 100, en 2018 on est à 101,5, à quoi l'on ajoute 1,5. Il est curieux que l'on fasse un ajout. Pour les économistes, cela est absurde. On devrait multiplier. Mais la loi est faite pour cela, par des Députés qui ne connaissent pas les taux de proportion. On passe donc de 101,5 à 103 et à 104,5. Je précise bien que ces modalités d'évolution concernent les dépenses réelles de fonctionnement, telles qu'elles ont été retraitées par le protocole comptable que vous avez dans le rapport. Ces nouvelles charges de fonctionnement vont impacter fortement les budgets à venir et témoignent d'un important changement de périmètre de la collectivité, au sens de l'article 29 de la loi de programmation.

Je ne reviens pas sur la démographie que je viens de préciser, sur l'évolution des dépenses que j'ai précisée, ni sur le revenu moyen que j'ai précisé.

Ainsi, si vous avez le contrat sous les yeux, le taux d'évolution maximum étant de 1,5 %, nous connaissons d'ores et déjà le montant des dépenses réelles de fonctionnement limite pour 2018 (339 millions euros), pour 2019 (344 millions d'euros) et pour 2020 (349 millions d'euros). Vous notez, mes chers collègues, qu'une éventuelle augmentation d'impôt, qui n'est pas du tout à l'ordre du jour, ne modifierait en rien cet engagement. Vous noterez également, que cette évolution va être extrêmement difficile à respecter. Elle nécessitera une attention permanente à chaque dépense. Toute nouvelle dépense devra être accompagnée d'une diminution du même montant. C'est ce qui figure dans le contrat que vous avez sous les yeux, étant entendu que s'il y a une différence négative constatée au compte de gestion, lors du vote du compte administratif en juin 2019, c'est-à-dire si nos dépenses sont plus élevées que ce qui était prévu, il y aura une sanction, qui s'élèvera à 75 % de la différence si nous signons, ou à 100 % si nous ne signons pas. S'il y a une différence positive, un soutien à l'investissement nous sera accordé, dans des modalités qui, à ce jour, sont inconnues.

Voilà le contenu de ce contrat financier que je vous demande de voter. Il s'agit plus exactement de donner l'autorisation au Président de signer ce contrat financier et de signer également le protocole comptable qui est ajouté. Dans ce protocole comptable, il est prévu toute une série de points, qui concernent les éventuelles modifications du périmètre. Ce que nous signons est bien entendu un périmètre constant. Si le périmètre venait à évoluer, par exemple s'il y avait des charges nouvelles dues à un transfert de compétences, il n'y aurait pas lieu d'intervenir sur le calcul du montant que je vous ai indiqué.

Mes chers collègues, je vous demande donc d'autoriser le Président à signer le contrat financier et le protocole comptable. En adoptant ce contrat de maîtrise des dépenses de fonctionnement avec l'État, Montpellier Méditerranée Métropole montre son sens de l'intérêt général. Nous soutenons la politique de l'État. La Métropole montre sa détermination à utiliser au mieux l'argent public, ce qui confirme votre engagement, Monsieur le Président, à laisser les taux des impôts locaux inchangés durant votre mandat. Les services publics que la Métropole assure au quotidien sont préservés, sans que la situation financière soit mise en danger. J'ai été très fier de vous présenter, mes chers collègues, ce soir, cette délibération.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ? Monsieur Jean-Pierre GRAND, Monsieur René REVOL, Monsieur Hervé MARTIN. Y a-t-il d'autres intervenants ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, cette disposition de la loi de finances, que nous ne pouvons refuser de voter compte tenu du chantage financier de l'État, revient à une mise sous tutelle et une recentralisation des collectivités locales et des EPCI. Je tiens à rappeler ici que l'endettement des collectivités locales représente moins de 10 % et non 20 %, Monsieur le Vice-Président, de la dette publique globale. Nous avons le devoir d'expliquer à nos concitoyens qu'à l'inverse de l'État, la dette des collectivités locales peut être contractée uniquement pour financer les dépenses d'investissement. À l'inverse, l'État finance par l'emprunt ses dépenses de fonctionnement et, en partie, le remboursement de la dette.

Cette mesure est également une mesure de re-concentration, après bien d'autres qui vont dans le même sens, en particulier quand l'État remplace par des dotations le pouvoir de nos collectivités locales de fixer et de collecter l'impôt. Concernant la suppression de la taxe d'habitation, je suis tout à fait d'accord que l'on fasse un geste fort pour nos concitoyens, mais on ne peut pas ne pas expliquer que cette suppression de la taxe d'habitation est à cet égard significative.

Je rappelle que le coût supplémentaire de cette mesure pour les finances de l'État est évalué pour 2020 à 12 milliards d'euros par le Comité des Finances Locales, ce sont des gens sérieux et toutes les tendances politiques y sont représentées, et entre 10 et 14 milliards d'euros par la Commission des Finances du Sénat, qui, comme chacun sait, fait autorité en la matière. Cette mesure est une mise sous tutelle de nos collectivités quand l'État fixe arbitrairement le plafond des dépenses de fonctionnement de nos collectivités locales, alors qu'il porte une lourde part de responsabilité dans l'augmentation de nos budgets de fonctionnement.

Comment l'État peut-il exiger une telle mesure alors qu'il vient de nous imposer une baisse historique de nos dotations de fonctionnement, qu'il multiplie les transferts de charge, qu'il alourdit sans cesse le poids financier de nouvelles normes en tout genre ? Cette contractualisation, qui n'est autre je le redis qu'une mise sous

tutelle, est une mesure cynique quand on sait que l'État s'affranchit de cet effort demandé à nos collectivités.

Dans un récent rapport de la Cour des Comptes, elle rappelle que les collectivités ont réalisé entre 2015 et 2017 deux fois plus d'économies que l'État (9,4 milliards d'euros, contre 5 milliards d'euros). De plus, dans les économies de l'État figure la baisse des dotations aux collectivités, et la diminution de la charge de la dette, comme chacun le sait, est liée non pas au désendettement de l'État mais au taux d'intérêt historiquement bas, puisque l'État se finance différemment que nos collectivités.

Le budget global de nos collectivités locales est excédentaire depuis 2015 on retiendra le chiffre de 3 milliards d'euros en 2016, contrairement à celui de l'État. Personne ne doit ignorer que les efforts de gestion de nos collectivités locales ont contribué pour moitié à la réduction du déficit public entre 2015 et 2016. Les prochaines années, la réduction du déficit de l'État reposera essentiellement sur l'excédent budgétaire des collectivités territoriales et de la Sécurité Sociale. Notre rapporteur l'a légèrement effleuré à l'instant. La mise sous tutelle de nos collectivités locales et la recentralisation ne pourront masquer que la dépense publique est avant tout la dépense de l'État qui, cette année, augmentera encore de 6,4 milliards d'euros, alors que les collectivités locales se sont imposées une quasi stabilité.

Je ne pouvais pas, comme Sénateur de la République, comme élu de longue date de notre Assemblée, ne pas tenir ces propos. J'invite chacun de mes collègues, naturellement, à voter bien sûr cette contractualisation qui, pour nous, est quasiment obligatoire sinon les effets en seraient catastrophiques. Mais je pense que quand on va voter cela, il faut que l'on ait présent à l'esprit ce que je viens de dire. Merci.

Monsieur le Président

Donc vous nous dites : cela n'est pas satisfaisant, mais il faut voter pour.

Jean-Pierre GRAND

C'est exactement cela. On n'a pas le choix.

Monsieur le Président

Monsieur René REVOL.

René REVOL

Je souhaite donner mon sentiment sur cette délibération et la contractualisation proposée. Je pense que pour comprendre l'enjeu de ce type de sujet, il faut repartir en arrière sur ce qu'a été la politique des Gouvernements successifs depuis une dizaine d'années. Sous les mandatures de Monsieur SARKOZY et de Monsieur HOLLANDE, il a été établi comme stratégie de réduire les dotations globales de fonctionnement auprès des collectivités locales et, par-là, d'essayer de contraindre ces collectivités locales à limiter leurs dépenses en diminuant les dotations. De ce point de vue, les deux mandatures se sont engagées dans cette direction. Aujourd'hui, on nous a parlé d'une éventuelle baisse des dotations. Mais pour l'année courante, elles ne sont pas en baisse. La contractualisation qui est proposée est un changement de stratégie de la part de l'État sur le même objectif de fond, qui vise à réduire les dépenses des collectivités territoriales.

Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit Monsieur GRAND à l'instant. Cela est tout à fait juste, quand il explique que les collectivités territoriales ont des budgets de fonctionnement excédentaires, ce qui n'est pas le cas des deux autres grands ensembles, à savoir la Sécurité Sociale et la santé hospitalière, ainsi que l'État. Nos budgets de fonctionnement sont donc équilibrés. Pour la plupart de nos communes, c'est une obligation légale et on ne peut pas s'y soustraire. C'est donc une pénalisation des collectivités territoriales qui me paraît inquiétante.

Voici ce qui est proposé, j'espère que tout le monde a bien compris : il s'agit de limiter en valeur ce mot est important, l'augmentation des dépenses des collectivités à 1,2 %, de manière obligatoire pour les collectivités d'une certaine dimension ici, il s'agit de la Métropole et de la Ville de Montpellier. Pour les autres, c'est indicatif. Il s'agit de les limiter à 1,2 %, avec la possibilité de les corriger jusqu'à 1,5 % si on a les trois autres critères. Max a très bien expliqué tout cela, donc je n'y reviens pas. Nous avons deux critères qui nous permettent de limiter nos dépenses à 1,5 %.

Un élément doit être absolument donné : à partir du moment où c'est en valeur Max ne va pas me contredire, il faut avoir une petite idée de l'inflation. L'inflation qui est prévue aujourd'hui par les différents organismes européens, français et autres pour l'année 2018 est, au minimum, de 2 %. Je signale d'ailleurs que si on fait un indice particulier des produits et des salaires qui concernent les collectivités territoriales, l'indice

particulier des collectivités territoriales est toujours supérieur à l'indice d'inflation du pays. Retenons donc cet indice de 2 %.

Cela signifie qu'en volume, en réalité, nos dépenses vont baisser. Elles vont baisser pour nous de 0,5 %. Cela signifie que ce que l'on nous propose est de contractualiser cette dépense. Cela me paraît être une méthode qui est différente de la précédente. Suivant la précédente, on nous diminuait les dotations ou subventions, mais on leur disait : « *Administrez comme vous voulez votre collectivité.* » Or aujourd'hui, on veut nous empêcher d'administrer notre collectivité comme on veut. Il est vrai qu'il y a un côté de mise sous tutelle dans la façon de fonctionner, concernant cette contractualisation.

À la différence de notre collègue Jean-Pierre GRAND, je voterai contre cette délibération pour manifester le fait que notre Assemblée doit dire qu'elle est contre. Vous me dites : « *Si vous êtes contre, vous allez avoir une pénalité.* » Max l'a aussi bien expliqué. Même si vous votez pour, si vous dépassez, vous aurez quand même une pénalité. Si vous dépassez les dépenses de fonctionnement de 1,5 %, l'État va vous piquer le supplément que vous dépassez. Mais dans un cas, si vous ne signez pas, il vous pique ce dépassement à hauteur de 100 % ; si vous signez, il vous pique 75 %. En fait, on pourrait appeler les 25 % du dépassement la « *prime à la soumission budgétaire* ». Moi, je n'ai pas du tout envie que l'on achète notre soumission budgétaire.

Ce système me paraît vraiment très discutable. Il est très discuté à l'échelle nationale. Il ne faut pas le cacher. L'immense majorité des collectivités y sont opposées. Aujourd'hui, on constate que certaines se sont mises en scène devant Matignon pour signer ce contrat. Montpellier n'était pas je m'en réjouis dans cette mise en scène. Mais l'immense majorité des collectivités aujourd'hui refusent de signer et engagent un bras de fer avec le Gouvernement. J'aurais préféré que Montpellier Méditerranée Métropole soit avec l'immense majorité des collectivités.

Il est vrai que notre association d'Agglomérations et de Métropoles, France urbaine, à l'échelle nationale, n'a pas pris de position, ni d'un côté ni de l'autre. Les autres associations des Départements, des Régions et des Maires ont pris position contre ce système. Je m'en étais ouvert à Max en lui disant : « *Est-ce qu'on ne pourrait pas faire de la résistance sur ce sujet et ouvrir une négociation un peu plus rude avec l'État, en faisant bloc avec la majorité des collectivités ?* » Max m'a répondu avec beaucoup de franchise qu'il soutenait ce Gouvernement. C'est très bien. On a parfaitement le droit, en tant que citoyen, de soutenir ou de ne pas soutenir un Gouvernement, d'être pour ou contre. Mais on n'est pas élus ici pour soutenir ou ne pas soutenir un Gouvernement. On est élus ici pour savoir si la défense de notre collectivité nécessite d'accepter ce cadre ou de ne pas l'accepter. Je vous invite, à partir de cette analyse, à refuser cette délibération, car on entre dans un cycle où, l'année suivante, on va nous proposer une autre contractualisation et on sera de moins en moins libres d'administrer nos collectivités.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL. Pour ce qui est de l'histoire du soutien au Gouvernement, si on vote contre, on prend 100 %, et si on ne vote pas contre, on prend 75 %. Cela est totalement indépendant de la politique. Ce n'est que de la comptabilité, qui se reporte sur les 31 communes pas seulement sur Montpellier.

René REVOL

Je disais qu'il y a actuellement une négociation assez ferme qui s'engage entre la majorité des collectivités et le Gouvernement. Je considère que la meilleure chose à faire serait de surseoir à cette contractualisation et d'attendre que l'on soit avec la majorité des collectivités pour décider avec eux de l'attitude que l'on a vis-à-vis du Gouvernement sur ce sujet. C'est cela que je veux dire.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN. Madame MIRALLES s'est rajoutée, en tant que Députée de la République et conseillère de la Métropole. Monsieur MARTIN, nous vous écoutons.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Cette mesure est pour moi le deuxième étage de la fusée dans cette stratégie qui consiste à éloigner de plus en plus le pouvoir du citoyen. Je ne veux pas revenir sur le premier étage, parce que j'avais déjà donné mon point de vue là-dessus. Il était question de la réforme territoriale, avec la création des métropoles, les transferts de compétences, etc., que cela engendrait, ainsi que de la création des grandes Régions. Je ne reviens pas sur ce volet.

Concernant ce deuxième étage, il s'agit de contraindre les choix budgétaires que nous pouvons effectuer. Face à un sujet comme celui-là, deux questions toutes simples se posent. D'abord, qui paie ? Ce sont les contribuables qui paient. Ensuite, qui décide ? Ce n'est plus vous, Monsieur le Président de la Métropole. C'est Bercy qui va décider maintenant. Ce n'est plus nous, élus par les citoyens de la Métropole, qui pouvons décider de l'utilisation des impôts que versent à la Métropole ses citoyens. Il s'agit d'une anomalie la plus totale, d'autant plus que cette dette n'est pas la nôtre. Cela a été déjà dit avant moi : les collectivités doivent avoir des budgets à l'équilibre. J'ai entendu Max LEVITA dire : « *Il faut participer à l'effort de...* » Mais j'aimerais bien que tout le monde participe à l'effort. On voit les cadeaux fiscaux qui ont été faits aux plus riches. Je reviens sur le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), sur l'Impôt Sur la Fortune (ISF), etc. Cela veut dire qu'eux reçoivent des cadeaux fiscaux mais...

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, mais le CICE concerne le Gouvernement précédent.

Hervé MARTIN

Oui. Il est prolongé et va même, pour 2019, être entériné dans la loi.

Monsieur le Président

Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

Hervé MARTIN

Mais je l'ai déjà dit. Si vous voulez. Ce qui est encore plus fort, c'est que c'est définitivement pérennisé puisque c'est inscrit dans la loi.

On fait donc des cadeaux fiscaux de cet ordre-là. Par contre, on demande ensuite aux citoyens de voir leurs services publics locaux restreints. C'est cela qui va se produire. Derrière la limitation des dépenses de fonctionnement, qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que cela n'aura jamais d'incidence sur les investissements ? Bien sûr que si. Quand on crée une piscine, on sait très bien que derrière cet investissement il y aura des frais de fonctionnement. Quand on crée une médiathèque, derrière cet investissement, de la même façon, il y aura des frais de fonctionnement. À un moment donné, on sera bien obligés de se poser la question de certains investissements, puisqu'on sera contraints, dans cet exercice, de limiter à 1,5 % en ce qui nous concerne l'augmentation du budget de fonctionnement. On voit finalement que les profits sont sanctuarisés, alors que les services publics locaux sont attaqués.

Voici un exemple tout simple : les salariés de Carrefour étaient en grève il y a quelques semaines. Je suis allé discuter avec leurs représentants au Carrefour de Saint Jean de Védas. Ces gens habitent dans la Métropole. Ils étaient dans une colère extraordinaire parce que leurs patrons, qui ont touché 357 millions d'euros de dividendes, dont les salariés n'ont pas vu la couleur, ont touché plus de 130 millions d'euros d'aides par le CICE. Concernant ce CICE, il s'agit des impôts que ces salariés ont payés à l'État. Ils participent à verser des dividendes, à partir de leurs propres revenus, à leurs patrons. De l'autre côté, ces gens, qui ont souvent de petits salaires, et qui ont besoin d'être aidés par les services publics locaux que nous mettons en place, se voient limités parce qu'on nous demande de participer à l'effort sur la dette de l'État, de cette façon, en attaquant les fonctionnements des services publics locaux.

Cela est, de mon point de vue, tout à fait inadmissible. Voilà pourquoi vous l'aurez compris, je vais voter contre. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Concernant l'exemple que vous avez donné au sujet du CICE, je ne suis pas loin de votre opinion, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Alors votez contre avec moi.

Monsieur le Président

Je ne peux pas, vous le savez bien, concernant cet exemple précis.

Hervé MARTIN

Concernant l'ISF, êtes-vous d'accord avec moi ?

Monsieur le Président

Ce n'est pas le sujet.

Hervé MARTIN

Le CICE non plus, à ce moment-là. Il s'agissait de deux exemples que je donnais.

Monsieur le Président

Je vous ai dit que mon propos concernait cet exemple précis. Je l'ai bien précisé. Il faut être précis, quand on fait de la politique. Il ne faut pas arroser de tous les côtés.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, je suis quand même un peu surpris par ce que j'ai entendu jusqu'à maintenant, parce que cela fait des années que, six mois avant de faire le budget, on ne sait pas de combien il va être raboté. Cela varie d'une année sur l'autre, je me rappelle certaines années où cela a été très difficile, d'une manière uniforme, pour tout le monde, que les gens fassent des efforts ou pas, et quels que soient les investissements et les services publics qu'ils rendent. Mais ici, il y a derrière cela une contractualisation et une responsabilisation. Je me félicite de cette mesure. En tant que Maire de la commune de Castries, j'ai pris le même engagement de ne pas augmenter davantage. Je ne supprime aucun service public. S'organiser et faire quelque chose est un problème qui vient après. Je soutiens donc pleinement cette démarche. Je pense que c'est sur le principe du proverbe « *aide-toi, le ciel t'aidera* ». Il faut que l'on fasse des économies. Tout le monde veut faire des économies, mais chez les autres, pas chez soi. C'est bien français. C'est comme cela. Le Département dira qu'il ne faut pas le faire chez lui mais à la Région, et la Région dira qu'il faut le faire ailleurs. Finalement, c'est toujours le même qui paie. Donc je soutiens pleinement cette réforme. Bien entendu, je voterai cet engagement.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PASTOR. Monsieur DOMERGUE s'est rajouté. Je garde Madame MIRALLES pour la fin, ainsi que Monsieur LEVITA.

Jacques DOMERGUE

Oui, les parlementaires interviennent en derniers, et en premier, Monsieur le Sénateur.

Je voulais simplement dire que l'on ne peut que soutenir une telle mesure, à une condition près : celui qui donne l'ordre doit être exemplaire. Le véritable problème est là. Depuis vingt ans, les collectivités locales ont certes élargi leurs responsabilités, mais surtout ont été le siège de très nombreux emplois créés, parfois en surnombre. Aujourd'hui, on se rend compte qu'une charge pèse sur leur structure, qu'il faut essayer d'alléger. C'est un véritable problème. Si l'État était exemplaire, les collectivités suivraient et les discours qu'on a entendus n'auraient pas lieu d'être, parce qu'ils seraient d'accord avec ce que vient de dire Monsieur PASTOR. Le problème est que l'État n'est pas exemplaire. Le dernier événement en date, que nous avons appris ces jours-ci, est que la reprise de la dette de la SNCF, aux alentours de 45 milliards d'euros, allait peser sur le contribuable. Certes, on nous fait dire que cela se fera sans augmentation d'impôt, mais est-ce qu'il y a un seul Français qui le croit ? C'est cela le véritable problème. L'exemplarité de l'État est la garantie du succès de l'effort que feront les collectivités. Si l'État continue à ne pas être exemplaire on voit que la dette continue d'augmenter, cela ne marchera pas.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur DOMERGUE. Madame MIRALLES.

Patricia MIRALLES

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais rebondir sur les propos de Monsieur GRAND. Conformément aux engagements pris dans le cadre de la Conférence des territoires, les concours financiers versés par l'État aux collectivités territoriales ont augmenté de 300 millions d'euros en 2018. Pour la première année depuis cinq ans, la dotation globale de fonctionnement ne baisse pas. Monsieur GRAND a dit qu'elle baissait. Non, elle ne baisse pas. C'est une rupture claire, après quatre années consécutives de baisse de la dotation globale de fonctionnement principale, dotation de l'État versée aux collectivités, qui a représenté une perte de ressources de près de 10 milliards d'euros pour les collectivités.

Concernant la taxe d'habitation, Monsieur GRAND, je vous remercie d'approuver la décision du Gouvernement de supprimer cet impôt injuste. Vous savez que cela se fera progressivement, que la première suppression commencera dès 2019. Je suis certaine qu'en tant que parlementaire expérimenté et chevronné

vous allez œuvrer auprès de Gérard DARMANIN pour supprimer cet impôt que vous trouvez injuste.

Pour ce qui me concerne, je soutiens cette démarche du Gouvernement. Il faut que l'on apprenne à faire des économies tous ensemble. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame MIRALLES, de soutenir cette Métropole vertueuse. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

J'ai été un peu étonné de l'intervention du Sénateur. Il me semblait qu'il était à droite si vous me permettez de vous mettre à droite et qu'à ce titre vous aviez une certaine conscience des problèmes économiques. À gauche, c'est moins évident. Je connais la position de Monsieur REVOL, depuis toujours, ainsi que celle de Monsieur MARTIN. Ce n'est pas du tout étonnant. Monsieur REVOL fait une bataille politique, ce qui est parfaitement son droit. Il nous appelle à la résistance. On sait très bien que cinquante ans après 1968, où vous avez échoué mais vous n'y êtes pour rien, puisque vous jouiez aux billes dans un coin, vous espérez recommencer en 2018. Vous échouerez également. C'est votre droit d'essayer d'ameuter la population contre ce Gouvernement.

Je vais dire une simple chose. L'Etat nous propose un contrat. Gilbert PASTOR l'a bien dit : c'est un contrat ! Je vous rappelle que dans le mandat précédent, où je n'ai jamais attaqué le Gouvernement nous avons eu une baisse de la dotation de 178 millions, au cours des quatre années. Nous avons fait cela. Nous sommes passés.

Aujourd'hui, j'ai le sentiment que vous n'avez aucune conscience de la situation exacte dans laquelle est ce pays. Aucune. On est en train de commémorer les événements de 1968. J'avais oublié ceci. Vous souvenez-vous de combien on avait augmenté le SMIG en 1968 ? On l'avait augmenté de 35 %. Pour n'importe qui, cela relève du délire. Qu'est-ce que cette augmentation de 35 % a apporté ? L'inflation a flambé. Nous avons dévalué allègrement. Ce sont uniquement des considérations d'économistes. Il ne s'agit pas de droite ou de gauche. Notre collègue Monsieur DOMERGUE l'a dit : si l'État était exemplaire, cela se saurait. En 1968, Monsieur DEBRE est entré dans le bureau du Général en disant : « *Général, la France n'a aucune dette.* » C'était absurde. C'était complètement délirant, d'ailleurs. Économiquement, un pays qui n'a pas de dette relève du délire. Mais on n'en avait pas. Aujourd'hui, on est à 100 %. De 1973, où la dette commence, à 2018, on est passé de 0 à 100 %.

Ce que vous revendiquez est la liberté totale. Le résultat est la situation où l'on est aujourd'hui, où tout est en train de se casser la figure, qu'il s'agisse de l'hôpital, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'armée, etc. Vous n'avez aucune conscience. C'est absolument affolant, de la part d'un Sénateur de la République. J'avoue que je ne saisis pas.

Il y a donc deux aspects dans cette délibération, on peut voter pour à deux échelons différents :

Le premier aspect est qu'on nous demande de participer. L'association France Urbaine, la plupart des Maires et des responsables de Métropoles s'apprêtent à voter, indépendamment de leur couleur d'origine. Le second point est simplement technique. On suit le Gouvernement. Ce n'est pas du tout un acte de soumission budgétaire. C'est un acte de responsabilité, qui fait du bien, à mon avis, dans le paysage actuel, où l'irresponsabilité est prête à éclater. Un certain nombre d'entre vous, chers collègues, n'attendent que cela. J'espère bien que non.

Le second aspect tient de moi. C'est mon avis personnel. Vous n'êtes pas obligés du tout de le partager. Mais vous pouvez voter quand même pour. Depuis Pierre MENDES FRANCE en 1948, on a enfin un Gouvernement qui parle un peu d'économie et qui a une action économique à peu près efficace. Cela ne signifie pas qu'il y ait bien sûr des points qui peuvent être contestés, des points sur l'ISF, entre autres. Monsieur MARTIN, on n'en est pas à des petits points de détail. Vous cherchez des poux. Vous avez le droit de chercher des poux là où vous voulez en chercher. En ce moment, il y a le feu. Ce Gouvernement a besoin d'aide. C'est pour cela que j'ai exprimé une position personnelle, que vous n'êtes pas obligés de partager, ce qui ne vous empêche pas de voter néanmoins pour cette délibération qui donne l'autorisation au Président de signer le contrat financier et le protocole comptable. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LEVITA. Je vais aborder trois petits points, puis nous passerons au vote. Chacun s'est exprimé.

D'abord, je voudrais dire à Max LEVITA que je n'ai pas pris au sérieux son article dans la Gazette où il disait : « *Je vais arrêter en 2020.* » Je l'ai déjà dit et je le redis à cette tribune : il est vert comme un poireau ; il est tout neuf.

J'en arrive au deuxième point. La Ville de Montpellier et la Métropole signeront le contrat en même temps, mais ni à la Ville ni à la Métropole, nous ferons cela sur un lieu neutre. Bien sûr, les Maires seront conviés.

Troisième point, permettez-moi de m'alanguir un peu plus. Je bois ce soir du petit lait, depuis le début de cette conversation. Cela se politise grave ! Et dire qu'on m'a reproché de politiser la Métropole. Et dire, il y a six mois, que j'avais rompu les équilibres, que j'avais fracassé le pacte de confiance des Maires. Qu'est-ce que je constate ce soir ? Je constate qu'en fonction des chapelles politiques, les uns et les autres tiennent des discours qui leur conviennent, qui leur vont bien. Donc ils politisent le débat de la Métropole. Je l'ai fait six mois avant que vous ne réagissiez. C'est tout. Vous étiez en train de m'endormir. J'étais sous anesthésie. Vous êtes gentils, aimables, vous faites des compliments. Quand on se voit, on boit un verre ensemble, on prend du plaisir. Mais j'étais en train de me faire anesthésier doucement. Mais là, patatrac ! Je me suis réveillé pendant l'opération et j'ai vu les chirurgiens que vous alliez devenir, ne serait-ce que ce soir. J'ai donc pris les mesures en conséquence. Merci de m'en rendre grâce ce soir par vos discours respectifs.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Contre : 4 voix.

Ont voté contre : Mme Clare HART ayant donné procuration à M. Hervé MARTIN, Mme Claire JABADO, M. Hervé MARTIN, M. René REVOL.

Abstentions : 4 voix.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre MOURE.

AFFAIRE N° 2 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ENFOUISSEMENT DES LIGNES A HAUTE TENSION SUR MONTPELLIER EST – CONVENTION DE TRAVAUX AVEC RTE – DEMANDE DE SUBVENTION PAR LE 1 % PAYSAGE – CONVENTION DE REMBOURSEMENT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 2, Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, la Métropole travaille depuis plusieurs années à la mise en souterrain de quatre lignes à haute tension qui affectent l'Est de Montpellier. Il s'agit d'enfouir 12,8 km de linéaires aériens grands projets de la ZAC Extension Eurêka à Castelnau-le-Lez jusqu'à l'A709 et surplombant les quartiers Millénaire et Eurêka, ainsi que les opérations d'aménagement extension Eurêka Parc Marianne, Hippocrate, Cavalade et République. Ce projet permet d'améliorer la qualité environnementale et paysagère de ces quartiers et de participer à la démarche de valorisation du paysage naturel et urbain en entrée de ville. Il vise aussi à libérer des terrains à vocation économique et le nombre d'emplois induits peut être estimé à environ 5 300.

Une convention a été signée en mars 2016 afin que Réseau de Transport d'Electricité (RTE) engage les procédures d'autorisation administrative. Celles-ci ont été obtenues. Par ailleurs, une déclaration d'utilité publique (DUP) n'a pas été nécessaire. La majeure partie de l'enfouissement se fait sous le domaine public. Là où l'enfouissement passe en domaine privé, toutes les conventions de servitude ont été obtenues à l'amiable avec les différentes personnes concernées.

Le coût des travaux, après consultation des entreprises par RTE, est arrêté à 17 millions d'euros. Le coût d'études déjà engagées est de 1,4 million d'euros, dont 1,1 million d'euros déjà financés par la Métropole. La participation de RTE est de 16,8 %, soit 2,8 millions d'euros sur les travaux et 230 000 euros sur les études, soit 3,1 millions d'euros. L'opération a également été reconnue éligible à une subvention 1 % paysage de 1,2 million d'euros. En outre, le Domaine de Verchant apporte une participation de 0,6 million d'euros pour la partie du projet qui lui bénéficie. Le solde à financer par la Ville et la Métropole est financé par les opérations d'aménagement bénéficiaires de l'enfouissement et les budgets d'investissement des deux entités.

L'opération d'enfouissement participe aux trois objectifs majeurs du SCoT. Elle permettra d'achever dans des conditions urbaines plus qualitatives, les grands projets d'aménagement vers l'Est de la Métropole sur lesquels s'appuie le développement économique et démographique de la ville depuis ces trente dernières années. Ces nouveaux quartiers accueilleront à terme 10 000 emplois et 20 000 nouveaux logements. Ce grand territoire de développement et de renouvellement urbains fait par ailleurs partie du lieu d'innovation urbaine labellisé « *écocité* » en 2010 par le Ministère du Développement durable.

Je le disais : cette opération d'enfouissement participe aux trois objectifs majeurs du SCoT, qui sont : produire des logements en nombre suffisant, ce qui est traduit dans le Programme Local de l'Habitat ; privilégier la densification de la ville existante par des opérations de renouvellement urbain qui permettent de reconquérir les dents creuses c'est ce dont il s'agit ; préserver les espaces naturels et agricoles. Je rappelle que le SCoT prévoit à nouveau de préserver pour les vingt ans à venir deux tiers des espaces naturels et agricoles. Les trois objectifs du SCoT rassemblent également la création d'emplois et l'implantation d'entreprises au cœur du territoire desservi le plus possible par le réseau de transport existant ce qui est le cas de la zone dont nous parlons.

La délibération du Conseil de Métropole de ce jour vise trois objets : approuver la convention de travaux avec RTE ; demander la subvention 1 % paysage de 1,2 million d'euros à laquelle nous sommes éligibles ; approuver la convention de remboursement avec la Ville de Montpellier.

Je voudrais, en conclusion, remercier tous ceux qui ont travaillé sur ce projet depuis plusieurs années, parce que cela est très complexe, et demande un travail et un montage très particuliers. Il faut aller chercher les subventions partout où elles peuvent venir, pour réaliser ce projet qui va apporter un bénéfice très important à de nombreux habitants et de nombreuses personnes qui travaillent dans ces secteurs. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND. Ensuite ? Personne.

Jean-Pierre GRAND

Merci, Monsieur le Président. Je ne répondrais pas à Max LEVITA qui, naturellement, avait complètement oublié qu'il soutenait les précédents Gouvernements. Cela m'amuse toujours un peu de vous voir aujourd'hui vous parer de plumes. Entre le Maire de Montpellier, le premier adjoint, Madame la Députée, aucun n'a voté Monsieur MACRON au premier tour. Moi, j'ai voté pour Monsieur MACRON.

Patricia MIRALLES

(Intervention hors micro).

Jean-Pierre GRAND

Tu n'as pas voté pour Monsieur MACRON au premier tour. Tu as voté pour lui au second tour. Je sais ce que tu dis, tes déclarations sont publiques. Dans les analyses et les réponses qui sont faites aux collègues...

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous n'arrêtez pas de mentir. Puisque vous mentez sans arrêt, je vais rapporter les propos que vous m'avez dit le jour où Monsieur MEZARD est venu. Je vais les rapporter publiquement. Allez-y, continuez.

Jean-Pierre GRAND

Si c'est de moi dont il s'agit, cela ne me gêne absolument pas.

Monsieur le Président

On verra bien.

Jean-Pierre GRAND

Jacques MEZARD est un vieil ami. Il n'y a aucun souci.

Monsieur le Président

On verra bien.

Jean-Pierre GRAND

En plus, on peut toujours les inventer.

Monsieur le Président

Non, je ne mens pas, moi.

Jean-Pierre GRAND

Je voulais dire cela. Je voulais rappeler quand même que les collectivités locales sont vertueuses. Si je prends l'exemple de Castelnau, cela fait bientôt dix ans qu'on n'a pas augmenté les impôts, quatre ans qu'on les baisse, et on a des excédents budgétaires de fonctionnement gigantesques et, de surcroît...

Monsieur le Président

C'est normal, c'est la Métropole qui construit votre médiathèque, c'est la Métropole qui gère le tramway, c'est la Métropole qui fait l'assainissement et l'eau. C'est la Métropole qui a fait beaucoup à Castelnau.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, on en reparlera un de ces jours, parce que le débat viendra. En tout cas, à Castelnau, j'attends de voir les travaux de la Métropole.

Monsieur le Président

Et la médiathèque ?

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas vous qui l'avez décidée, mais Jean-Pierre MOURE.

Monsieur le Président

Mais qui est-ce qui la paie ? N'est-ce pas la Métropole ?

Jean-Pierre GRAND

Nous donnons 72 millions d'impôts directs dans le mandat.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, allez-y concernant la RTE, les câbles et l'enfouissement des lignes.

Jean-Pierre GRAND

Ce qui m'intéresse est le dossier dont on parle à l'instant, donc je reviens au dossier.

Patricia MIRALLES

(Intervention hors micro).

Jean-Pierre GRAND

Cela s'appelle une digression. Mais j'ai le droit de faire une digression.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur GRAND. Je vais dire à tout le monde ce que vous m'avez dit le jour où Monsieur MEZARD est venu. Vous m'avez dit : « *Je vais te dire quelque chose.* »

Jean-Pierre GRAND

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

C'est la vérité, vous le savez bien. Regardez votre conscience. Vous m'avez dit : « *Si tu nous restitue à nous, Castelnau, et nous, Lattes, nos deux vice-présidences, tu seras réélu les doigts dans le nez. Tu écarter ceux que tu as mis et tu nous mets à leur place.* » J'ai répondu, dans un élan de dialectique socialiste qui, parfois, remonte à la surface dans les grands moments, et en imitant Monsieur CAMBADELIS : « *Voyons-nous, voyons-nous.* » Monsieur le Sénateur, vous avez alors tourné les talons. Voilà notre conversation. Cela veut dire que Castelnau et Lattes, comme vous l'avez dit, sont prêts à revenir voter avec nous et arrêter la démolition systématique s'ils redeviennent vice-présidents. Voilà exactement le fondement des attitudes politiques de certains élus.

Jean-Pierre GRAND

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Si, Monsieur GRAND, vous l'avez dit. Vous me l'avez dit. Moi, je ne mens pas. Je mets aux voix l'affaire n°2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 3 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, FONCIER – CESSION DU DOMAINE DE LA PROVIDENCE A MONTPELLIER

M. R. YOUSSEUS entre en séance.

M. JL. SAVY sort de séance, le pouvoir de Mme B. MICHEL donné à M. JL. SAVY est temporairement annulé.

M. JP. GRAND sort définitivement de séance après son intervention, donnant pouvoir à Mme C. DARDE.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n°3, concernant la cession du Domaine de la Providence. Comme nous l'avions proposé, nous allons céder deux Domaines : celui de la Providence et celui de la Pompignane. Nous allons céder le Domaine de la Providence, évidemment après mise en concurrence, à Roxim et la Fédération Française du Bâtiment, pour une valeur de 6 383 736 euros nets, qui sont décomposés de la façon suivante : 4 643 160 euros pour la Métropole, qui est propriétaire ; 1 740 776 euros pour la SERM, qui est aménageur de la zone. Une série de logements seront construits, ainsi que des bureaux. Le parc sera ouvert au public, comme cela a été demandé et proposé par la Métropole, afin que l'ensemble du quartier puisse en bénéficier, et l'espace vert boisé classé protégé. Voilà l'essentiel de cette vente. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN et Monsieur MOURE et Monsieur COUR.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Voilà une illustration directe de la délibération de tout à l'heure. Il est vrai que nous n'aurons plus de frais de fonctionnement sur ce Domaine. Je regrette cette vente, parce qu'il s'agit d'un lieu de qualité, par son emplacement et par la qualité même du parc, du bâtiment, etc. Je pense qu'on aurait pu lui trouver une toute autre destination que celle-ci. Cela peut être une maison pour tous, un lieu dédié aux associations. On pouvait faire preuve de beaucoup d'imagination à ce sujet, vu l'emplacement au cœur de ce quartier. Voilà pourquoi je voterai contre. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, cette délibération qui porte sur deux espaces qui étaient propriétés de la Métropole m'interpelle un peu.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, avant que vous ne partiez, vous avez parrainé Monsieur JUPPE aux primaires, non ? Nous, on a parrainé Monsieur MACRON.

Jean-Pierre GRAND

Savez-vous que Monsieur JUPPE n'était pas au premier tour de la Présidentielle ?

Monsieur le Président

On vous parlait des primaires.

Jean-Pierre GRAND

Les primaires n'ont rien à voir.

Monsieur le Président

Le problème est que vous avez un groupe complètement disparate. Monsieur GRAND a une technique très élaborée. L'un se présente et quand il est élu, il dit : « *Moi, j'ai voté pour lui.* » C'est facile. On n'était pas avec vous dans l'isolement, Monsieur GRAND. Nous, on ne vous flique pas. Allons-y. Monsieur MOURE, poursuivez. Cela se politise grave ! Allez-y.

Jean-Pierre MOURE

Cette délibération porte sur la cession de sites qui étaient propriétés de la Métropole dans deux secteurs qui sont en évolution certaine du point de vue de la construction, qu'il s'agisse de bureaux, de logements. Au cœur de l'évolution de la Métropole, il s'agit de tout ce qu'elle implique en termes de transports, de mobilités et de proximité, par rapport à des services à rendre suivant la notion d'espaces publics au plus près des populations.

Je trouve un peu dommage que l'on se dessaisisse par la vente de ces deux biens, de ces deux propriétés, dans la mesure où pour l'une d'entre elles, des investissements importants avaient été faits pour mettre à niveau la chapelle et le bâtiment qui servait de réception à la Providence, ainsi qu'au niveau de l'autre site. On peut entendre cela en considérant les questions d'intérêts financiers sur le plan des recettes que cela apporte à l'Agglomération et à la Métropole, ainsi que la diminution des charges sur le moyen et le long terme. Mais je parie que dans quelques années ou dans quelques mois, on se dira que sur ces secteurs qui ont beaucoup bougé il serait intéressant, pour telle ou telle raison ou tel ou tel objectif, de pouvoir encore être présent sur ces quartiers.

Cela n'est pas du tout le sujet, mais on y reviendra après concernant la ligne 5 du tram : on verra très bien qu'on aura besoin, dans le temps, tout comme le tram et d'autres équipements (stades, locaux d'accueil d'activités économiques ou associatives), de ces deux sites, qui sont répartis sur la Ville et la Métropole. Je trouve un peu choquant que l'on s'en débarrasse, même si j'entends la diminution des dépenses et l'augmentation des recettes de fonctionnement pour la Ville. Il me paraît important de garder des points de présence et de positionnement de l'institution de la Métropole, au profit et à destination des populations et des communes concernées.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MOURE. Je passe la parole à Monsieur LEVITA. Je parlerai du Domaine de la Providence. Monsieur COUR, je ne vous ai pas oublié. Ne vous inquiétez pas. Je ne vous oublie pas. Vous êtes tous les jours dans la presse, vous occupez la scène médiatique de façon permanente : je ne vous oublie pas. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Je voudrais juste corriger ce que vient de dire Jean-Pierre MOURE. Il ne s'agit pas de vendre pour le plaisir de vendre. Il s'agit de faire une gestion active, intelligente du patrimoine. Nous avons un patrimoine considérable à la Métropole et à la Ville. Uniquement en tant que financier, je demande que tous les éléments du patrimoine fassent l'objet d'une analyse pour savoir ce que nous devons conserver et ce dont nous pouvons nous séparer. À l'heure actuelle, l'utilisation du Domaine de la Providence n'apportait pas à la Métropole des avantages suffisants pour que nous puissions le garder. Pour l'accueil, nous avons le Domaine de Méric, le Domaine de Grammont. Cela convient pour une grande Métropole. Ce n'était pas utile. Vous avez raison : des travaux de rénovation ont été faits. D'autres travaux étaient nécessaires pour maintenir le patrimoine. C'est la raison pour laquelle, après analyse, le Président a tranché. Je vous fais remarquer que tout n'est pas vendu. Une partie de l'espace est conservée dans le domaine public pour en faire un jardin à destination des citoyens qui sont autour. Il ne s'agit donc pas de vendre pour vendre. Je vous remercie, Monsieur MOURE, de ne pas avoir utilisé les bijoux de famille. Mais je suis prêt à vendre. Ceci étant, je suis soumis au contrôle de mes collègues, qui argumentent pour dire que c'est utile dans le présent et dans un avenir proche.

Dans 10 000 ans, peut-être que nous remarquerons que nous avons fait une erreur. Mais dans 10 000 ans, nous n'existerons plus, ni vous ni moi, pour vérifier.

Monsieur le Président

C'est clair. La parole est à Monsieur COUR, puis à Monsieur MOURE. Puis je vous ferai une réponse globale sur l'intégralité du Domaine, parce qu'il faut éclaircir plein de choses sur le Domaine de la Providence. Il faut dire exactement ce qu'il s'y passe et ce qu'il s'y est passé. Allez-y, Monsieur COUR.

Christophe COUR

Ce Domaine de la Providence est une partie de notre patrimoine et de nos racines.

Max LEVITA

Nous l'avons acheté il n'y a pas longtemps. Ce n'est pas nos racines.

Christophe COUR

Les gens qui habitaient dans ce Domaine habitaient Montpellier quand même.

Max LEVITA

On l'a acheté il y a dix ans et non 2 000 ans.

Christophe COUR

Mais c'est quand même un patrimoine.

Max LEVITA

Certes, c'est un patrimoine.

Christophe COUR

Il se trouve sur un parc de 12 000 mètres carrés, dans une zone en construction, tout autour. Autour, il y a des logements sociaux, des étudiants et diverses personnes qui y habitent. On le vendrait pour que la Fédération Française du Bâtiment y fasse son siège et garde le parc et on pourrait trouver un accord avec eux pour pouvoir utiliser ce parc. Mais une fois qu'il sera construit, il n'existera plus après.

Max LEVITA

On ne le vend pas. Il est à nous. On le garde.

Christophe COUR

Non. Si tu regardes bien le plan qui suit, on garde très peu des 12 000 mètres carrés de parc. Une fois que cela sera construit, on ne pourra plus récupérer les espaces verts. On a une série d'autres endroits qui sont constructibles ou déconstructibles pour refaire des logements. Je ne comprends pas que nous puissions faire cela à l'heure actuelle, où les gens veulent avoir des espaces verts et des espaces où se sentir bien. Au niveau de l'urbanisme, il s'agit de ne pas être comme sur certains boulevards, où l'on ne voit plus que le soleil en hauteur. Je ne comprends pas qu'on puisse le vendre. En plus, on va le vendre à des promoteurs pour le bétonner. Je trouve que cela n'est pas acceptable. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'on le vende à la Fédération Française du Bâtiment pour qu'il en fasse son siège. Quant à l'utilisation de cet argent pour payer les factures courantes, on pourrait flécher cela sur des investissements. À l'heure actuelle, Monsieur le Président ne fait pas beaucoup d'investissements pour les générations futures. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Max, par rapport à tes remarques, j'entends très bien qu'on puisse discuter sur l'étendue et la diversité des patrimoines et en céder quelques-uns. Cela est tout à fait normal. C'est de la gestion active. Mais tu as parlé d'utilisation. Ce n'est pas tellement l'utilisation actuelle. Ce que je trouve dommageable pour l'avenir est de considérer le positionnement à l'Est et à l'Ouest. Ces deux espaces sont très bien positionnés. Ils sont dans un secteur urbain qui évolue. Cela peut être à un certain moment une belle opportunité pour créer ou adapter de nouveaux services dans l'avenir. Les choses vont très vite en ce moment. Dans quelque temps, on va se rendre compte qu'ici, il serait stratégiquement intéressant d'avoir, à l'Ouest et à l'Est, une présence concernant un bien qui appartient déjà à la Métropole. Il est vrai que le secteur du manoir commence à être fourni en termes

de constructions immobilières. C'était la remarque que je voulais faire. Il ne s'agit pas tellement de l'utilisation actuelle, mais de présager l'avenir. Parmi la diversité du patrimoine dont on dispose, je pense que ces deux sites avaient quand même un certain intérêt.

Monsieur le Président

Je suis sur la même longueur d'onde que Max LEVITA concernant la gestion active du patrimoine – c'est comme cela qu'il faut le voir. Mais ceux qui vont être les plus ennuyés par la vente de la Providence, sont tous les socialistes qui se réunissent dans de grandes réunions secrètes et qui ont les clés du domaine. C'est d'ailleurs là que nous avons – comme vous vous en souvenez, Monsieur MOURE – discuté l'entre-deux tour des élections municipales de 2014. C'est là qu'on m'a invité. Je vais vous raconter cela. Cela restera dans le procès-verbal. Je ne vais pas en faire un livre d'histoire. Nos petites personnes en souffriraient devant l'éternité. Mais ce qui s'est exactement passé sera au moins su. Les protagonistes sont presque tous là. Ils pourront me contredire si je dis une bêtise. Je parle donc sous leur contrôle.

Entre les deux tours des élections municipales, j'ai donc été convié par Monsieur MOURE au domaine de la Providence. Il était entouré de Monsieur PROVENCEL, de Sens inédit, père de Montpellier Unlimited, et de Madame SALELLES ici présente. Je vous dis la vérité. J'étais moi-même entouré de l'avocat qui a suivi ma campagne, Maître Alain SCHEUER, et de Daniel BOULET, qui est ici à la tribune et qui a créé Montpellier la Surdouée. Nous étions trois contre trois. J'ai accepté le deal de la fusion des listes avec le Parti Socialiste entre les deux tours, d'abord à ma demande, puis à la demande du Ministre de l'Intérieur Manuel VALLS et de François HOLLANDE, qui a téléphoné et a demandé au groupe Socialiste de me laisser la première place à la Ville, avant de nous arranger pour que Jean-Pierre MOURE préside l'Agglomération. Cela a été un refus. Vous connaissez la suite.

Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? J'ai des souvenirs à la Providence, des souvenirs qui sont un peu cuisants. J'aurais bien aimé que l'on fasse une fusion avec le Parti Socialiste, puisque c'est ma famille politique. J'en sors. J'ai cette philosophie. Mais le sort en a décidé autrement. Pour sanctuariser le lieu, en sortant de la Providence, j'ai ramassé une très jolie brindille de laurier, qui réside toujours sur le tableau de bord de ma voiture depuis quatre ans. C'est comme une sorte de sanctuarisation du lieu, pour une histoire terminée. La vente peut maintenant s'opérer dans des conditions symboliquement correctes. C'est la vérité.

Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ?

Jean-Pierre MOURE

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Non, Monsieur MOURE. On l'a écrit. C'est la vérité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Jean-Pierre MOURE

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Si. On ne va pas refaire l'histoire. Vous le savez comme moi. D'accord, cela n'a rien à voir. D'accord, c'est une digression. Je suis d'accord que cela n'a rien à voir.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

Contre : 7 voix.

Ont voté contre : M. Christophe COUR, Mme Clare HART ayant donné procuration à M. Hervé MARTIN, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Eric PETIT, M. René REVOL.

Abstentions : 4 voix.

Se sont abstenus : Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 4 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY – LIGNE 5 : BILAN INTERMEDIAIRE DE LA CONCERTATION ET REDEFINITION DU PERIMETRE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) MODIFICATIVE

M. JL. SAVY entre en séance.

M. L. JAOUL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme J. GALABRUN-BOULBES.

MM. C. COUR, T. DEWINTRE, M. MAJDOUL et R. YOUSSEUS sortent de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 4 concernant le tramway et la ligne 5. Vous avez tout vu dans la presse. Mais si vous voulez que je vous refasse le jeu, je vous le refais avec grand plaisir. Alors je vais vous le refaire. Je vais vous le simplifier.

Dans la dernière mandature, j'ai été le seul à voter contre le trajet de la ligne 5. Je ne voulais pas qu'il passe par le parc Montcalm. J'ai donc voté contre. Cela a été notre engagement de campagne. Jamais le tramway ne roulera dans le parc Montcalm. Nous avons donc modifié une partie de la DUP, qui reste valide de Clapiers à Lavérune. À l'endroit du parc Montcalm, nous vous proposons une modification. Elle a vu intégrée dans sa réflexion la proposition d'une citoyenne appelée Sophie. Il s'agit de la « *variante de Sophie* ». Je résume. Il y avait deux possibilités :

- La première possibilité est la suivante : place du 8 mai, avenue Lepic, caserne Guillaud, rue des Lavandins, boulevard Paul Valéry, variante de Sophie et avenue de Vanières.
- La seconde possibilité est la suivante : place du 8 mai, avenue Lepic, caserne Guillaud, rue des Chasseurs, route de Lavérune, boulevard Paul Valéry et variante de Sophie.

Le *Collectif Ligne 5*, qui me tape dessus depuis trois ans, a dit « changement brutal » en réunion publique : « *Nous sommes contre le passage du tramway dans Montcalm.* » Il faut le faire, quand même. Mais je ne crache pas sur cette décision. Il faut accepter que chez certains la lumière arrive un peu plus tard que chez d'autres. Chez eux, elle est arrivée au bon moment, finalement, c'est-à-dire au moment du vote et de la réunion publique. Ils ont donc été d'accord. Le trajet que nous avons proposé a remporté l'immense majorité des 500 personnes présentes. Il y avait 800 présents lors de la première réunion. Le tableau était affiché. À cela s'est ajoutée une concertation publique dans les médias. C'est le trajet qui passe par la rue des Chasseurs et la route de Lavérune qui a été plébiscité.

Nous demandons deux choses. Premièrement, une prolongation de la DUP, qui doit finir en août 2018. Nous avons fait une réunion avec le Préfet, qui est d'accord. Deuxièmement, nous demandons l'extension de la zone de concertation, parce qu'il faut desservir le quartier Ovalie, l'Altrad Stadium, le quartier Bagatelle et Val De Croze qui est un quartier politique de la ville. C'est l'une des préconisations du Gouvernement. Le Gouvernement le propose. Mais on l'a déjà fait. C'est ce que Georges FRECHE a fait avec la ligne 1 et la Paillade. Il a lié, avec les moyens de transport collectif, les quartiers populaires et les quartiers politiques de la ville. On viendra là desservir Val De Croze et Bagatelle, puis tout ce qui concerne la maison de quartier Colucci, la Pagode, la maison de retraite et tous les bâtiments autour de l'EHPAD Simone Demangel, jusqu'au rond-point Paul Fajon.

Ainsi, dans la DUP initiale et dans la DUP modifiée, nous conservons trois points de convergence : la place du 8 mai, l'avenue de Vanières (grâce à la variante de Sophie) et le rond-point Paul Fajon. Cela permettra de faire une modification de la DUP sans casser la DUP, que nous souhaitons maintenir. Je m'adresse au Maire de Clapiers et au Maire de Lavérune : cela concerne le territoire de Clapiers à Lavérune, comme nous nous étions engagés.

Nous demandons, au travers de ces trois affaires, ce que je viens de vous résumer dans mes propos liminaires. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN, Madame BRISSAUD, Monsieur MOURE, Monsieur PETIT, Monsieur ROUILLEAULT et Monsieur BREYSSE. C'est parti. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Tout d'abord, je me félicite du retour de cette délibération, parce que cela fait quatre ans que je l'attends. Je rappelle qu'il était prévu initialement que la ligne 5 soit inaugurée fin 2017.

Monsieur le Président

Avez-vous oublié la ligne 4 ?

Hervé MARTIN

La ligne 4 est un morceau de la ligne 5.

Monsieur le Président

Avez-vous oublié le financement, la CFE que Monsieur MOURE n'a pas pu augmenter, ainsi que l'augmentation des impôts que je n'ai pas faite ?

Hervé MARTIN

Les deux derniers points que vous venez d'évoquer n'ont strictement rien à voir avec la ligne 5. Je reprends. La ligne 5 devait être inaugurée fin 2017, il y a cinq ou six mois. On n'a pas encore le calendrier total pour la ligne 5. On la relance enfin, quatre ans après, avec un calendrier qui se place toutefois deux ans avant les municipales. Mais l'essentiel est qu'on la relance.

Monsieur le Président

Ne faites pas de mauvais esprit.

Hervé MARTIN

Non, surtout pas. On peut imaginer que d'ici dix ans cela sera terminé, en 2025 ou 2027. On aura quand même pris dix ans pour un service aux populations grâce à cette ligne de tramway. Mais c'est bien, c'est reparti. Il était temps.

Je voudrais aborder un deuxième point. J'ai lu tellement de choses de votre part dans la presse à ce sujet. Il s'agit de la desserte des quartiers qui figurent sur le plan. Il s'agit du secteur Val De Croze et Bagatelle, qui soi-disant n'était pas desservi. C'est ce que j'ai lu dans la presse à plusieurs reprises. Paul Fajon est l'Ouest du quartier. L'arrêt Marcel Pagnol, devant le collège Marcel Pagnol, au coin du stade de foot de la cité Paul Valéry, est l'Est de Bagatelle. L'avenir nous le dira : peut-être que la ligne de tram suivra en quelque sorte la flèche indiquée sur le plan et traversera le quartier. Je ne le sais pas encore. Je ne sais pas si vous-même le savez pour le moment. A priori non, puisque c'est encore en étude.

Monsieur le Président

J'obéis à la concertation, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

C'est ce que je suis en train de dire. C'est encore à l'étude.

Monsieur le Président

Je ne décide pas tout seul.

Hervé MARTIN

C'est ce que je suis en train de dire.

Monsieur le Président

Il y a quand même des habitants dans la ville.

Hervé MARTIN

C'est encore à l'étude. C'est bien ce que je suis en train de dire. En revanche, on ne peut pas dire, comme vous l'avez dit, que ce quartier n'était pas desservi, puisqu'il avait un arrêt à l'Ouest et un arrêt à l'Est.

Monsieur le Président

Très loin.

Hervé MARTIN

Non, ce n'est pas loin, c'est à l'entrée du quartier, de chaque côté. Quand on habite à la Paillade par exemple, on n'a pas systématiquement le tram devant chez soi. Il n'empêche qu'il y a deux lignes de tram qui y vont et que le quartier est desservi. On ne peut pas dire n'importe quoi.

Monsieur le Président

Si vous voyiez les lettres de remerciement que je reçois pour le nouveau trajet.

Hervé MARTIN

Si je pouvais terminer mon intervention, je vous en remercierais. Ce que je suis en train de vous dire a l'air de vous déranger grandement.

Monsieur le Président

Je vous réponds en direct, parce qu'il s'agit d'un enchaînement de mensonges.

Hervé MARTIN

Ce sont des mensonges que j'ai entendus et lus surtout dans la presse pendant si longtemps et je voulais les corriger.

Monsieur le Président

De toute façon, concernant la ligne 5, les Montpelliérains vous ont déjà corrigé.

Hervé MARTIN

Vous continuez de m'interrompre. Paul Fajon et Marcel Pagnol permettent de desservir à la fois Val De Croze et Bagatelle, et la cité Paul Valéry, puisque cet arrêt est au niveau du collège, c'est-à-dire au coin du stade de foot de la cité Paul Valéry, où il y a le feu rouge.

Ensuite, concernant la desserte de la cité, si on regarde le plan projeté actuellement à l'écran, l'arrêt qui était prévu à l'EAI n'est pas plus éloigné que les arrêts qui pourront être prévus sur votre tracé rouge, où que soit l'arrêt en question, pour desservir la cité Gély. La cité Gély était au moins aussi bien desservie, certes à une certaine distance, par le tracé jaune sur la carte que par le tracé rouge.

Monsieur le Président

Vous ne connaissez pas la ville.

Hervé MARTIN

Vous ne pouvez donc pas dire cela non plus. Je tenais à rétablir ces faits.

Monsieur le Président

Vous ne connaissez pas la ville, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Je ne connais pas la ville, bien sûr. Cela fait dix-sept ans que je travaille dans ce quartier, mais je ne le connais pas.

Monsieur le Président

Alors pourquoi vous ne parlez pas des autres résidences sur la route de Lavérune ? Pourquoi vous ne me parlez pas de Danse 2000, de Sainte-Catherine, de l'Orangerie ? Pourquoi vous ne m'en parlez pas ? Ce sont des cités populaires. Elles sont privées.

Hervé MARTIN

Est-ce que j'ai dit le contraire ?

Monsieur le Président

Est-ce que cela desservait Pas du Loup ? Non.

Hervé MARTIN

Si.

Monsieur le Président

Arrêtez. Vous ne connaissez pas Montpellier.

Hervé MARTIN

Tout le monde a le plan sous les yeux. Concernant Val De Croze et Bagatelle, il s'agissait des arrêts Paul Fajon et Marcel Pagnol. Concernant Paul Valéry, il s'agit de l'arrêt Marcel Pagnol. L'arrêt Gély, qui était prévu, ne sera pas plus éloigné que ce que vous pouvez prévoir sur le tracé rouge que je vois sur la carte. Ce sont donc des mensonges que je lis dans la presse depuis des semaines.

Monsieur le Président

Arrêtez ! Les Montpelliérains ont choisi.

Annie YAGUE

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Mais il ne connaît pas Montpellier.

Hervé MARTIN

Je ne connais pas Montpellier. Cela fait dix-sept ans que je travaille dans ce quartier.

Monsieur le Président

Mais vous ne sortez pas de votre bureau. Vous êtes dans votre bureau, vous travaillez, vous travaillez et vous ne voyez pas ce qu'il y a autour.

Hervé MARTIN

Ce genre de discussion est totalement stérile.

Annie YAGUES

Parce qu'on ne vous donne pas raison ?

Hervé MARTIN

Non, parce que j'ai été interrompu 50 000 fois. Il y a un plan sous les yeux, qui est très clair.

Monsieur le Président

Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je vais intervenir encore une fois sur cette question, parce que je garde espoir. Je garde espoir que, d'ici la mise en service de la ligne 5 ou plutôt d'ici le début des vrais travaux qui vont concerner cette ligne, vous allez changer d'avis.

Nous sommes en 2018. Le tramway a été pensé il y a peut-être quinze ans, mis en service à Montpellier depuis un peu plus de dix ans. On se rend compte que cela nous coûte cher. Cela continue de coûter très cher et cela ne sert pas à toute la population. Je ne reviendrai pas dessus : à la limite, cela n'est pas grave. Mais combien cela coûte-t-il par habitant ? Combien cela coûte en construction ? Combien cela coûte en fonctionnement ? Combien cela coûte en entretien ? En fait, il serait bon, lorsque vous nous présentez chaque projet, qu'au lieu de ne parler que du prix de la construction, vous rappeliez combien il sera à chaque fois nécessaire de dépenser pour l'utilisation et le reste.

Tout cela est lié à votre attitude dogmatique face à la voiture, voiture qui, d'ici 2025, date de mise en service prévue pour cette ligne, sera électrique, pour une majorité des ménages qui devront acquérir une nouvelle voiture.

Monsieur le Président

Si je peux me permettre, est-ce que le fait qu'elle soit électrique va diminuer sa taille ?

Anne BRISSAUD

Oui.

Monsieur le Président

On ne mettra que deux personnes. Il n'y aura que de petites voitures de golf.

Anne BRISSAUD

Les voitures deux personnes existent déjà, Monsieur le Maire. Renseignez-vous.

Monsieur le Président

Pourquoi les gens n'achètent pas que des Smart alors ?

Anne BRISSAUD

Ne parlons pas que des voitures. Parlons aussi des bus électriques, puisqu'il s'agit de transports en commun. Je ne suis pas pour le retour du transport individuel, même si je considère qu'il faut en laisser une partie individuelle et ne pas empêcher les gens de garder leur liberté d'avoir un véhicule personnel.

Ensuite, vous laissez penser que le tram est la seule solution. Mais ce n'est pas la seule solution. Il existe déjà des solutions aujourd'hui. Comme je le disais : en 2025, il en existera encore bien d'autres. Vous faites là un projet qui va figer une situation dans le temps. Une fois que nous aurons construit la ligne de tram, on ne pourra plus rien construire d'autre, non seulement parce qu'on aura encore moins de sous, mais en plus parce que ce sont quand même de grands travaux que vous nous demandez de prévoir.

Pour en revenir au prix, le prix de la construction est d'un demi-milliard d'euros. Cela fait 1 000 euros par habitant de la Métropole. Si on revient au nombre d'usagers, combien y aura-t-il d'usagers de cette ligne ? Vous avez peut-être ce chiffre sous les yeux, mais on est à 10 % de la population de la Métropole. Cela revient à 10 000 euros par utilisateur. Dans combien de trottinettes électriques, de véhicules autonomes, de bus autonomes pourrait-on investir, sans figer la situation, en refaisant les routes correctement pour un meilleur aménagement, ainsi qu'un meilleur choix des véhicules. Une fois qu'on a le tram, on n'a plus rien d'autre. Une fois qu'on a investi un demi-milliard d'euros dans le tram, on est contents car une partie de la population est satisfaite, le reste non, et surtout on a encore plus d'embouteillages. On a bien vu que le tram ne résolvait pas les problèmes d'embouteillages ni les problèmes de pollution, il faut le rappeler. On laisse entendre aux Montpelliérains que les endroits où le tram ne passe pas sont des endroits délaissés. C'est cela que les gens entendent. Or ceux qui habitent en première ligne du tram se rendent bien compte des nuisances, qu'elles soient aussi bien visuelles que sonores. Ce n'est pas agréable d'habiter juste à côté d'un arrêt de tram ni juste à côté d'une ligne.

Vous servez donc une partie de la population. Je suis assez ravie que 500 personnes assistent à vos réunions publiques, mais cela ne garantit pas que ces 500 personnes soient pour le tram. Moi-même j'y assiste et je suis contre cette ligne. En plus, ce n'est pas toute la population. Les Montpelliérains et les habitants de la Métropole qui ne viennent pas à ces réunions ne disent peut-être pas ce qu'ils pensent. Mais je suis ici pour représenter une partie de ces personnes aussi et vous dire que ce tram n'est pas une bonne idée. J'espère encore que vous arrêterez cette ligne 5.

Monsieur le Président

Merci, Madame BRISSAUD. Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, par rapport à ce que vient de dire Madame BRISSAUD, je voulais resituer le débat. Le tram n'est pas le seul moyen de transport et de mobilité. La masse que représente la population transportée, les usagers accueillis dans le tram, est de 300 000 personnes par jour, en gros. Cela n'a rien de comparable avec l'ensemble des dispositifs complémentaires que l'on peut intégrer dans une cité pour rendre plus fine la circulation, que ce soit les transports en commun, le covoiturage, les mobylettes – et peut-être les drones plus tard. Le tramway est essentiel, parce que cela constitue la trame, la colonne vertébrale de l'organisation des transports sur un territoire. La ligne 5 est utile et essentielle, ne serait-ce que pour ouvrir la Ville vers l'Ouest, et réciproquement.

Je suis d'accord pour accélérer les procédures, parce qu'effectivement, le temps passe. Depuis fin 2017, on parle d'un projet qui serait bouclé en 2025 ou 2026. Il faut donc accélérer au maximum.

Je ferai juste une remarque. Le tram est un outil de circulation et de pénétration très important. Mais il n'est pas le seul. On n'arrêtera jamais la voiture.

J'ai une observation à faire. Lors de la réunion publique, soi-disant et je n'ai aucune raison de penser le contraire, la population ou les gens qui y ont participé se sont prononcés plutôt pour le tracé qui passe par la rue des Chasseurs et la route de Lavérune, et non par la rue du Lavandin. J'attire juste votre attention. Regardez les trois ou quatre points où il était difficile de faire autrement, mais où il y a en ce moment des engorgements. Je prends le cas du secteur du commissariat, où il est kafkaïen de traverser ce carrefour dans un temps raisonnable. Il faut éviter ce genre de bouchon. Regardez également la route de Castelnau, où cela n'est pas simple non plus. Si on emprunte la route de Lavérune, on bouche complètement l'accès et la sortie des gens qui viennent de l'Ouest et qui vont vers l'Ouest. Parce que le tronçon de la route de Lavérune, en face

d'Estanove, est trop étroit pour permettre un aspect très fonctionnel et côtoyer le tramway, les voitures, les piétons et les cyclistes. C'est pour cela que j'aurais préféré, dans ce cadre-là, qu'on emprunte effectivement la rue du Lavandin, même si c'est à proximité de certaines résidences en bord de voie bien qu'elles ne soient quand même pas nombreuses par rapport à l'ensemble des autres secteurs. On aurait ainsi évité la route de Lavérune.

J'en arrive au deuxième élément, qui concerne le secteur de Val De Croze et du Manoir. Je partage les observations de mon ami Hervé MARTIN. On les desservait. Il s'agit d'apprécier la distance piétonne à faire. Mais je trouve que, dans le quartier en tant que tel, il ne sera pas simple de faire passer le tram, si l'on veut donner au tram sa raison d'être, qui est aussi celle d'une certaine rapidité. Si c'est un chemin trop tortueux, les gens ne prendront pas le tram. Ils veulent l'emprunter parce que c'est pratique, que c'est à proximité, que cela va assez vite, et que cela figure dans l'objectif du parcours choisi avant de monter dans le tramway. Attention à ce côté-là. Tout dans le secteur à l'Ouest, entre le Manoir et Val De Croze (au rond-point Paul Fajon), cela ne va pas être simple. Cela avait été étudié. Cela n'a pas été choisi parce qu'on considérait que les différents critères d'analyse ne plaideraient pas en faveur de ce tronçon.

Voilà ce que je voulais dire. Il est important de ne pas boucher une autre entrée. On avait refusé de le faire sur la route 113, sur la route de Toulouse, entre la place du 8 mai et les grands thermes. Ce n'est pas la même échelle, mais c'est un peu la même problématique qui se pose avec la route de Lavérune. La rue du Pas de Loup, prolongée par la rue du Lavandin, permet effectivement d'éviter ce problème.

Monsieur le Président

J'entends bien ce que vous dites. Ce n'est pas faux concernant les contraintes techniques sur la route de Lavérune. En revanche, il faut savoir que, si on veut passer rue du Lavandin, il faut exproprier trois ou quatre maisons.

Jean-Pierre MOURE

Mais on a aussi exproprié dans le cadre des autres lignes de tramway. Quand je dis cela, je respecte totalement les gens qui devraient l'être, par rapport à l'intérêt public et l'intérêt général. Mais à un moment, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, même si les œufs sont petits. Cela peut être des œufs d'hirondelles.

Monsieur le Président

Quant à la route de Toulouse, ce trajet a été abandonné tout de suite parce que l'adduction d'eau est centrale. Il aurait été nécessaire de sortir tout le quartier et de désosser l'ensemble de l'avenue jusqu'aux grands thermes. Madame CASSAR. Dans l'ordre, il y a Madame CASSAR, Monsieur PETIT, Monsieur ROUILLEAULT, Monsieur BREYSSE, Madame BODKIN et Madame BOUALLAGA.

Michèle CASSAR

Monsieur le Président, je serai très courte. Je voudrais poser une question à Madame BRISSAUD. Puisque j'ai entendu que vous étiez contre la ligne 5, je pense que vous habitez Montpellier et que vous ne venez pas souvent dans l'Ouest, parce que la ligne 5 ne concerne pas que Montpellier. Je vous invite à venir le matin, à partir de 7 h et jusqu'à 9 h 30, et à prendre simplement la départementale 5. Je vais être gentille : je vais éviter Pignan et je vais vous laisser simplement sur la route de Lavérune. Faites le trajet du rond-point de l'Europe à Lavérune au rond-point Gennevieux et dites-moi combien de temps vous passez sur la route.

Anne BRISSAUD

(Intervention hors micro).

Michèle CASSAR

Non. Le tram ne résout peut-être pas tous les problèmes, mais cela résout d'une part le problème de circulation parce que cela évite d'avoir beaucoup plus de véhicules sur la voie routière, et il y a aussi ces problèmes de pollution que vous occulterez complètement. Je vous invite à venir, Madame BRISSAUD. Venez prendre la route de Lavérune, entre les deux rond-points. Je suis là. Venez, le matin, à 7 h. Vous verrez à quelle heure vous arriverez à Montpellier.

Monsieur le Président

Madame la Maire de Pignan, je voudrais vous dire que je partage à 500 % votre intervention. Je vais ajouter quelque chose que vous connaissez, mais il faut que les autres élus en aient vraiment conscience. Évidemment la ligne 5 ne résout pas tous les problèmes de circulation. Évidemment. Il faut l'intégrer dans le contournement Ouest. D'ailleurs, il est un endroit particulier, où la ligne 5 passe sous le rond-point Gennevieux, et qui est un élément fondamental de la fluidification du contournement Ouest. Les trente-et-un Maires, en conférence des

Maires, ont voté à l'unanimité le début des travaux à Gennevaux avant la fin du mandat. Oui, nous commencerons à Gennevaux avant la fin du mandat, comme nous l'avons dit. La seule chose que j'attends est le papier officiel de l'État qui nous accorde la maîtrise d'ouvrage à la Métropole. C'est tout. On en a encore discuté il y a quinze jours avec le Préfet. Nous en sommes là. Donc nous sommes prêts. Monsieur MOURE. D'ailleurs, vous avez cité Gennevaux, Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Je suis d'accord avec ce que vous venez de dire. Il est important que l'État officialise, par sa signature, sa participation dans le cadre du contrat de plan. Mais la réalisation à Gennevaux est à considérer essentiellement dans l'axe Nord-Sud, c'est-à-dire Juvignac – Saint Jean de Védas. Le lien avec la D5 est important parce qu'on passera dessous, effectivement. Mais le flux de circulation impacté par la réalisation à Gennevaux améliorera essentiellement la circulation Nord-Sud. Les gens de l'Ouest, comme vient de le dire Madame la Maire de Pignan, ne sont pas tellement concernés par cet aspect des choses. C'est surtout le sens Est-Ouest.

Monsieur le Président

Vous avez raison, bien que dans le sens Nord-Sud ou Sud-Nord, il y a toute une série des parties du flux de véhicules qui s'orientent vers l'avenue des Vanières et l'avenue de la Liberté, et les voiries secondaires. Ils viennent encombrer un peu. Mais dans le sens pendulaire Est-Ouest, auquel vous faites référence, le plus bel apport que nous puissions faire est l'installation du lycée à Cournonterral. Des milliers d'enfants, tous les jours, vont dans les lycées de Montpellier. Les parents les amènent. Cela fait 1 000 voitures tous les jours dans le sens Est-Ouest. C'est pour cela qu'à Cournonterral, nous attendons que la Région engage le dossier. Il a été engagé. Les premières études sont là. Je remercie Madame Carole DELGA d'avoir consenti de positionner sur la Métropole, à l'Ouest, un lycée, en particulier dans la commune de l'excellent Maire Thierry BREYSSE. Je ne peux pas mieux dire. Je ne peux pas mieux faire. J'ai reçu une lettre de Carole DELGA l'autre fois. J'ai parlé du lycée sans dire que c'est elle qui le faisait. Mais les lycées sont de la compétence de la Région. Les collèges sont de la compétence des Départements. Les écoles sont de la compétence de la Ville. Les universités sont de la compétence de l'État et de la Région, et de la Métropole à une très faible part dans le fonctionnement par le contrat de plan. Voilà comment cela marche. Que le lycée se fasse à l'Ouest est une très bonne chose, Madame GIANIEL. Nous attendons impatiemment que le chantier débute. Nous avons d'ailleurs disposé dans le schéma de cohérence territoriale de la Métropole les réserves de biodiversité qu'il fallait garantir pour compenser l'installation du lycée à Cournonterral sur des terrains qui sont des *hot spots* de biodiversité. Nous avons fait le travail. Le ballon est dans le camp de la Région pour ce qui est du lycée. Un grand panneau s'est installé. C'est bien. Monsieur PETIT.

Éric PETIT

Monsieur le Président, chers collègues, je vous rejoins complètement concernant le positionnement du lycée à Cournonterral, surtout si les lycéens védasiens continueront d'aller à Clémenceau sinon cela ne résoudra pas le problème pendulaire entre Saint Jean de Védas et Cournonterral. J'espère donc qu'au moins les lycéens védasiens pourront continuer d'aller à Clémenceau, puisque nous avons la chance d'avoir la ligne de tramway chez nous.

Pour revenir sur la problématique de la ligne 5 du tramway, comme vous avez pu le constater, Monsieur MOURE s'est exprimé sur les problématiques de tracé. Tout le monde a de petits soucis. Cela fait un peu plus de trois ans, voire quatre ans que je milite pour des alternatives. Par rapport à ce que disait Michèle CASSAR, le problème n'est pas d'être pour ou contre le tramway. Il est d'essayer de trouver des alternatives au tramway. Je suis d'accord que nous avons de gros soucis de mobilité à l'Ouest et c'est pour cela que je milite sur des solutions qui permettent à la fois de ne pas bloquer la ville et l'Ouest du territoire, et d'avancer sans problème dans le temps.

Comme je vous l'avais déjà exprimé il y a deux ans, je crois, en Conseil de Métropole, je milite pour le bus autonome. Il y a deux ans, on me disait : « *Tu as fumé la moquette, tu as un problème.* » Aujourd'hui, comme vous le savez, le bus autonome est officiel. Il y a quinze jours, à Washington, la Ville de Montpellier aurait pu faire l'acquisition d'un bus autonome opérationnel, qui aurait pu se positionner - j'ai fait des plans, à voir sur mon site - entre les Galeries Lafayette et le rond-point de l'Europe, au niveau du Conseil Départemental. La mise en place d'un bus autonome de douze places aujourd'hui, opérationnel, coûte 300 000 euros. C'est le prix de base. Concernant les tarifs, on considère qu'en mode de production un bus autonome peut valoir entre 100 000 et 150 000 euros tout compris. En ne considérant que la zone Est, en divisant entre 200 et 250 millions d'euros d'investissements par 100 000, cela fait environ 2 500 petits véhicules pouvant circuler dans le secteur Est. Il s'agit de 2 500 véhicules transportant chacun douze personnes en même temps.

La problématique de Pignan, Madame CASSAR, est la suivante. Les voitures venant de l'Ouest, quand elles arrivent à Lavérune, doivent s'arrêter et se positionner si les conducteurs et passagers veulent prendre le tramway. De combien de places seront les parkings que nous allons mettre ? 1 000 places ? Un tramway aujourd'hui peut contenir 300 personnes sauf si je fais une erreur technique. On peut donc, avec un tramway, dégager entre 1 000 et 1 500 personnes sur une heure, au maximum, en étant rapide. On ne va pas résoudre loin de là, le problème de l'Ouest, je parle de Pignan, de Lavérune, de Fabrègues avec ce tramway. En revanche, c'est comme cela que cela fonctionne à Paris : le RER, à Paris, dévie de l'extérieur, s'arrête au bord de la ville ; après, on a des systèmes de bus ou de métro. À Montpellier, pour pouvoir préserver notre avenir, il s'agit d'avoir des lignes rails entre Pignan, Cournonterral, Cournonsec, vers le centre de Montpellier, et à Montpellier de récupérer un système de bus autonome qui fera très bien le travail.

Je milite toujours et je militerai toujours pour qu'on arrête de travailler sur la ligne 5. Ce n'est pas parce que je ne veux pas de transports en commun. Je veux justement des transports en commun, qui ne pénalisent pas la structure même de la Métropole dans les années à venir. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PETIT. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, en ce qui me concerne, je voterai pour la délibération, pour plusieurs raisons que je voudrais dire rapidement.

La première raison est qu'il est très important que la ligne 5 avance. Cela fait longtemps que le projet a été élaboré. Nous savons, concernant Castelnau, qu'au sujet de la ligne 6, qui était prévue initialement (Sablassou – Millénaire – Eurêka), il faudra faire un bus en site propre, moins cher qu'un tram. Pour ce qui est de la ligne 5, la logique a déjà démarré. Il faut que cela aboutisse. Les Castelnaudviens l'ancien Maire le disait en Conseil de Métropole il y a de cela un an ou deux attendent avec impatience que Clapiers soit desservi par la ligne 5, ce qui désengorgera en partie l'axe Nord-Sud de Castelnau.

Mais ce n'est pas la seule explication de mon vote pour. Ce n'est pas uniquement parce que le projet de la ligne 5 avance. C'est aussi parce que je pense que le processus de concertation que vous avez lancé vous honore, Monsieur le Président. J'ai assisté, de façon muette, en regardant les débats dans ces réunions publiques. Je pense qu'il s'est passé des choses importantes. J'ai entendu beaucoup de citoyens se féliciter du fait que le parc Montcalm soit épargné. J'ai entendu des concitoyens insister sur la « variante de Sophie », qui a été assez fortement plébiscitée, même si ne soyons pas naïfs pour une question de trajets, on ne peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps. Il y a forcément toujours des arbitrages à faire. On ne peut jamais avoir l'intégralité de nos concitoyens soutenant un tracé plutôt qu'un autre. Mais il y avait une approbation forte du fait que les quartiers populaires soient les plus desservis possibles. Je pense que cela est quelque chose d'important.

Je voulais apporter un peu d'humour mais ce n'est pas seulement de l'humour, c'est une question de démocratie dans cette Assemblée. À Castelnau, on entend extrêmement souvent le Sénateur-Maire dire : *« Pour le tracé de la ligne 2, c'était formidable. Tout s'est réglé en un quart d'heure, entre quelques élus, à la table de Georges FRECHE, à un petit déjeuner. »*

Monsieur le Président

C'était dans le bureau de Georges FRECHE, à un petit déjeuner.

Henri ROUILLEAULT

J'ai entendu cela extrêmement souvent, en gros une fois par mois ces derniers temps. Je n'ai pas cette conception de la démocratie. Je pense qu'il est important de prendre l'avis des gens. La « variante de Sophie », dont vous avez fait état et qui finalement est retenue, est quelque chose de positif de ce point de vue. Bien sûr, il y aura un certain nombre de coûts supplémentaires. Il y a environ 800 mètres de plus avec les modifications. Ce n'est pas négligeable. À 25 millions d'euros le kilomètre, c'est important. Bien sûr, il faut aussi faire attention à la durée des trajets. Cela fait aussi partie des arbitrages des gens. Mais ce vers quoi on va me paraît, sous réserve de la troisième réunion qui doit avoir lieu, très positif. C'est pourquoi je voterai pour.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ROUILLEAULT. Madame MARION, puis Monsieur BREYSSE, Madame BOUALLAGA, Madame BODKIN et Monsieur PENSO.

Chantal MARION

Merci, Monsieur le Président. J'écoute tout cela depuis tout à l'heure et je me pose deux questions, Monsieur le Président. Tout d'abord, à part Monsieur ROUILLEAULT, qui a assisté aux réunions publiques ?

Anne BRISSAUD

Moi, chère Madame.

Chantal MARION

Voilà, justement. Qu'est-ce que vous avez vu ? Vous croyez que toutes les personnes présentes aux réunions publiques y sont allées pour s'aérer le soir, pour prendre de l'air ? Vous croyez qu'elles n'étaient pas contentes de parler et de donner leur avis ?

Je me pose une deuxième question. Qui prend le tramway ici aux heures de pointe ? Vous croyez que toutes les personnes, à 7 h 30, 7 h 45 ou le soir, sont dans le tramway pour leur plaisir ? Ce sont des gens qui travaillent. À une autre heure, ce sont des mères qui amènent leurs enfants à l'école. Puis il y a les étudiants. C'est un moyen de locomotion très important pour eux.

Au niveau du développement économique, je ne peux pas me taire. Qu'est-ce qu'on me demande quand on veut s'implanter ? « *Est-ce que le tramway passe ?* » Pourquoi vous croyez qu'on a mis des entreprises au nouveau Saint-Roch ? Parce qu'il y a toute une ligne de tramway et qu'il y a également le train. Pourquoi vous croyez qu'à Cambacérès on nous demande que le tramway aille jusque là-bas ? On a besoin de ce tramway pour le développement économique. Quand vous aller à l'international, tout le monde vous parle du tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Je suis désolée. Je ne peux pas entendre dire des bêtises, depuis une heure, comme cela, sur le tramway.

Monsieur le Président

Merci, Madame MARION. Monsieur BREYSSE.

Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues, j'étais présent, justement, Madame MARION, à cette deuxième réunion de concertation sur la modification du tronçon de la ligne 5. La salle était comble, les citoyens extrêmement concernés et attentifs. Une large majorité de citoyens, dont « le Collectif Ligne 5 » c'est important de le souligner, a adhéré à votre variante préférée. Je la rappelle : rue des Chasseurs, route de Lavérune, boulevard Paul Valéry. Cette variante permet d'accéder à de nombreux quartiers denses et populaires. J'adhère bien sûr aussi à cette variante.

Mais je voudrais revenir, Monsieur le Président, sur la problématique du trafic routier de l'Ouest montpelliérain. La ligne 5 du tramway, à elle seule, lorsqu'elle sera réalisée jusqu'à Lavérune, n'est pas la solution miracle. Il ne faut pas se leurrer. Les deux axes structurants prévus du contournement Ouest, qui sont le lien entre les deux autoroutes et le lien intercommunal, nous manquent cruellement, cela depuis une bonne vingtaine d'années. On ne peut donc pas rendre responsable la Métropole d'une situation aussi ancienne. Je ne veux pas polémiquer, mais les élus se reconnaîtront. Actuellement, aux heures de pointe, le matin, nous avons un interminable bouchon de Pignan jusqu'au rond-point de Gennevax à Lavérune. Le soir, il y a le même problème de Montpellier Village jusqu'à Gennevax.

Or je constate, Monsieur le Président, que vous avez décidé de fluidifier le trafic routier au rond-point de Gennevax en proposant de réaliser un ouvrage d'art et d'enjamber ce rond-point. Cette décision est très pertinente. Elle est pleine de bon sens. Le trafic sera naturellement fluidifié et nous gagnerons sur ce point noir une bonne dizaine de minutes. Je rappelle que vous avez aussi indiqué officiellement une pose de la première pierre avant la fin du mandat, à la suite de quoi se feront les travaux.

Oui, Monsieur le Président, au nom des citoyens de Cournonterral, je salue cette heureuse initiative. Merci d'avoir parlé du lycée, qui va inverser le flux pendulaire et qui aura un rôle essentiel pour nos enfants. Il faut savoir qu'actuellement les enfants mettent une heure et quart le matin. Cela n'est pas très équitable, quand on prépare son bac. Là, ils mettront quelques minutes pour accéder au lycée. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur BREYSSE. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA

Par rapport à cette délibération, je voulais m'exprimer sur l'importance de cette ligne. Bien sûr, je voterai pour. Pourquoi ? Parce qu'elle passe par les quartiers populaires. Comme vous le savez, je les défends depuis toujours. Je crois que le tramway a, depuis qu'il existe, participé largement au désenclavement de ces quartiers. Il offre un nouveau paysage. Il permet un déplacement rapide et efficace. Aujourd'hui, nous sommes le 26 avril et Jean-Louis BORLOO a remis son rapport sur les quartiers populaires à Monsieur DENORMANDIE, dans lequel il y a dix-neuf programmes. Dans ces dix-neuf programmes, l'un s'appelle « *transport et mobilité* », dans lequel il souligne effectivement l'importance qu'ont les transports pour les quartiers prioritaires. Je pense que les quartiers prioritaires vous remercieront pour cette ligne 5.

On pense également aux territoires ruraux qui ont également des problèmes pour se déplacer. Mais je pense qu'il faut petit à petit construire ce territoire et on ne peut pas tout faire d'un coup.

Pour moi, s'opposer à cette ligne revient à s'opposer au travail qui consiste à donner le moyen de se déplacer vite et bien, donner des moyens pour tous et la possibilité de se déplacer à un coût plutôt moyen.

Dans le rapport de Jean-Louis BORLOO, il y a aussi le fait comme vous le dites, Madame BRISSAUD et Monsieur PETIT, à juste titre qu'on ne peut pas rester dans une vision unique. On peut proposer plusieurs moyens, on a parlé de bus autonomes. Jean-Louis BORLOO parle aussi du financement des permis de conduire que les gens ont de plus en plus de mal à financer. Il parle également de mobilité douce que vous soulevez.

Monsieur le Président

Madame BOUALLAGA, je ne l'ai pas dit tout à l'heure, mais vous avez raison de le souligner. Évidemment, la ligne 5 est accompagnée d'une piste cyclable intégrée.

Sabria BOUALLAGA

Oui. Elles le sont d'ailleurs à chaque fois. Je prends le vélo.

Monsieur le Président

Je ne l'ai pas dit tout à l'heure.

Sabria BOUALLAGA

Je prends le vélo.

Monsieur le Président

Il s'agit de pistes cyclables pour ceux qui arrivent à plier les genoux pour faire du vélo. Moi je n'y arrive pas, donc je ne peux pas faire du vélo. Je peux faire du Segway, de la trottinette, de la Wheel. Je peux en faire des choses, mais pas de vélo.

Sabria BOUALLAGA

À titre personnel, les voies les plus facilement accessibles à Montpellier sont celles-là, qui longent le tramway.

Je voudrais, pour terminer, dire que Jean-Louis BORLOO a parlé aussi de propositions « *décoiffantes* ». Je crois qu'il faut parler surtout de propositions efficaces. Quand les choses sont faites, il y a de l'efficacité. Il ne faut pas oublier non plus que Jean-Louis BORLOO a aussi parlé de la possibilité d'une création d'une juridiction pour sanctionner l'inaction des administrations. Si nous sommes inactifs, nous serons sanctionnés sur les divers thématiques que nous n'aurons pas su développer sur le territoire. Nous ne sommes pas là dans l'inaction ; nous sommes dans l'action. Dans l'intervalle et dans le temps, je pense que d'autres transports seront proposés. Il ne faut pas oublier que les habitants sont dans la concertation et que les propositions émanent de ceux-là même. Petit à petit, effectivement, plusieurs transports seront peut-être proposés.

J'espère que Montpellier sera davantage soutenue pour les quartiers prioritaires, les douze Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP), qu'elle défend. Pour l'instant, je n'ai pas vu sur la carte qu'ils étaient compris. Il n'y a pour l'instant que La Devèze. D'autres quartiers vont être mis à l'étude par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Je pense que vous y êtes très attentifs.

Monsieur le Président

On est dans l'ANRU depuis Myriam EL KHOMRI.

Sabria BOUALLAGA

Donc je pense qu'il existe de nombreuses thématiques, notamment le transport et la mobilité. Aujourd'hui, nous sommes le 26 avril. Avec ce projet de rénovation urbaine, après le plan Marshall, on met un grand coup de balai. J'espère que cela sera l'occasion de prendre un nouveau départ pour ces quartiers prioritaires qui essaient de survivre comme ils peuvent.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame BODKIN, puis Monsieur PENSO, Monsieur CAIZERGUES, Maire de Lavérune, et Monsieur RICO.

Maud BODKIN

Monsieur le Président, je voulais intervenir ce soir. Je suis désolée. Je vais essayer d'être assez brève dans mon propos, parce que beaucoup de choses ont été dites. Mais ce soir, à cette session, je suis un peu au spectacle depuis tout à l'heure. J'ai d'un côté un Sénateur qui m'explique ce que j'ai voté et qui sait mieux que moi ce que j'ai voté au premier tour des élections présidentielles. Soit. Ce que je sais, c'est ce que j'ai voté aux élections sénatoriales en 2014. Ce que je sais, c'est ce que je ne voterai pas aux élections sénatoriales de 2020.

J'ai d'un autre côté Monsieur MOURE et Monsieur MARTIN, qui ont un peu tendance à refaire l'histoire. Je vais m'exprimer et développer : vous avez occulté une chose. C'est vrai que la ligne 5 était prévue pour 2017, sur le papier, dans les conférences de presse. Mais entre-temps, il y a eu les élections municipales. Nous n'avons pas menti aux Montpelliérains. Que disions-nous et que disiez-vous, Monsieur le Maire, à l'époque où vous étiez candidat aux élections municipales de Montpellier ? Vous disiez sur la ligne 5 – on peut retrouver les articles de presse – : *« Je ferai un moratoire sur la ligne 5. Il faut d'abord finir la ligne 4 et nous regarderons pour la ligne 3, concernant les avancées. »* C'est le travail que vous engagez avec les différentes intercommunalités aux alentours. Voilà ce qu'il s'est dit aux municipales. J'en arrive au deuxième point sur la ligne 5. Il s'agit non seulement du moratoire, mais aussi et on en a très peu parlé ce soir, ce que je trouve dommage du fait que le tramway ne passera pas dans le parc Montcalm. La ligne 4 a été réalisée et la ligne 5 ne passe pas dans le parc Montcalm. C'était notre engagement dans la campagne : pas une roue de tram dans le parc Montcalm.

Ce que nous faisons ce soir n'est pas de retarder ou de ne pas retarder. Non. Il s'agit de respecter les engagements que nous avons pris devant les Montpelliérains et devant les habitants de la Métropole lorsque vous avez été élu Président de la Métropole (de l'Agglomération à l'époque). En fait, ce que vous nous reprochez, c'est de respecter nos engagements. Alors merci. Tout simplement : merci !

Vous parlez ensuite de la cité Gély en expliquant que, sur la carte, la cité Gély est desservie de la même manière sur l'ancien tracé que sur le nouveau si j'ai bien compris vos paroles. Monsieur MARTIN, pardonnez-moi, mais prenez vos jambes et allez-y. Il y a quand même l'EAI, la caserne de l'EAI en plein milieu. Donc vous ne pouvez pas traverser l'EAI à pied. Je ne sais pas si vous le réalisez aujourd'hui. Non, la distance à pied n'est pas la même. Par définition, lorsqu'on prend le tram, en général, on se déplace à pied lorsqu'on est sur la commune existante. Donc je ne comprends pas votre raisonnement concernant la cité Gély. Mais peut-être allez-vous me l'expliquer après. Comment ?

(Intervention hors micro).

Maud BODKIN

Vous dites qu'aujourd'hui on peut traverser l'EAI à pied. Vous me l'apprenez. Je n'ai pas dû faire le tour de l'enceinte correctement. Je ne suis pas au courant. Peu importe.

Il a été dit également que le tramway ne devait pas faire un chemin tortueux. Je trouve cette vision des choses un peu aberrante. La ligne 1 du tram a-t-elle un trajet direct, entre la Paillade, Comédie et Odysseum ? Je ne crois pas. Je pense que la ligne 1 du tram, qui est la plus empruntée aujourd'hui, a évidemment un chemin tortueux, parce que c'est le but d'un tramway de desservir le maximum de population. Quand on fait un investissement de 450 millions d'euros sur les impôts des gens, on va évidemment essayer de desservir le plus de population possible, bien sûr en prenant compte des réalités et en essayant de limiter au maximum les déplacements. Mais on ne fait pas une ligne de TGV quand on fait un tramway. Cette réflexion est pour moi

dénuée de bon sens. Je ne comprends pas que vous, qui avez été Président de l'institution, prononciez ces termes-là. C'est votre droit.

Jean-Pierre MOURE

(Intervention hors micro).

Maud BODKIN

C'est ce que vous avez dit : « *Chemin tortueux* ». Mais je ne vais pas redire ce qu'a dit Monsieur ROUILLEAULT. Il a dit beaucoup de choses que je voulais dire, notamment sur la concertation. Cette ligne de tramway est exemplaire en termes de concertation. On le fait portion par portion. J'ai assisté à toutes les réunions depuis le début. J'espère pouvoir assister à l'ensemble des réunions. On le fait portion par portion, et vous avez même avancé vouloir concerter avec les habitants les arrêts de tram. Évidemment que la concertation est compliquée, parce qu'on peut parfois avoir tendance à regarder son intérêt personnel et pas l'intérêt de la Ville. Mais vous savez, en général, les habitants ne sont pas plus stupides que nous ici réunis. Ils savent quel est l'intérêt général, l'intérêt de la Ville et surtout ils veulent savoir ce qu'on fait en utilisant leurs impôts. Oui, la concertation sur cette ligne de tramway, Monsieur le Président, est exemplaire et il ne faut pas avoir honte de le dire.

Enfin, tout simplement pour finir, je pense que nous sommes en train de réaliser une ligne 5 de tramway beaucoup plus intelligente que ce qu'elle n'était, beaucoup plus soucieuse et précautionneuse dans l'utilisation que nous allons faire des deniers publics et de l'impôt des habitants de la Métropole. Je voterai donc cette délibération, comme je pense et j'espère beaucoup d'entre vous, avec les deux mains et les deux pieds réunis.

Monsieur le Président

Merci, Madame BODKIN. Vous pourriez également ajouter que nous relancerons par la concertation et par le biais d'un concours la réflexion sur la robe de la ligne 5. D'ailleurs, le fait d'avoir indiqué cela en séance publique a créé quelques vocations, puisqu'un petit garçon de cette Ville, de sept ans, qui s'appelle Lamine, qui m'a envoyé un très joli dessin qu'il a fait où il avait anticipé une couleur de tramway. Mais il n'y a pas plus beau que cela dans une Ville, quand un enfant participe à la vie de la Ville, par un dessin, avec ses outils d'expression. Il n'y a pas plus beau. Je suis donc aussi fier de cette concertation. La concertation représente beaucoup de travail. C'est facile de décider tout seul, au huitième étage, un ordinateur à la main, entre soi. Oui, c'est facile. Mais dans ce cas on ne travaille pas pour le bien public et avec les gens. L'important est de travailler avec eux. Monsieur PENSO.

Éric PENSO

Monsieur le Président, chers collègues, bien entendu, je me réjouis pleinement, comme un certain nombre d'entre vous, de la relance de la ligne 5 du tramway. Pour moi et pour beaucoup, il s'agit bien entendu de l'intérêt général. Le tramway était un engagement de la précédente mandature, qui a été fait aux populations. Comme beaucoup ici, nous sommes attachés aux engagements qui ont été pris. Bien sûr, vous savez que j'ai eu moult occasions de vous le dire, à vous personnellement et en public. Vous-même avez pu vous exprimer devant la population de Clapiers. Il s'agit de l'attachement de Clapiers à voir le tramway arriver jusqu'à Clapiers. Parce que c'est aussi le sens de notre politique d'urbanisme actuelle. Pour répondre aux obligations notamment en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH), on fait des constructions. Vous le savez. Vous allez venir. Vous êtes venu souvent en inaugurer à Clapiers. Je pense et je suis persuadé que la création du grand parking qui était initialement prévu au rond-point de Girac est essentielle pour désengorger cette zone, même si je n'ignore pas le coût de la traversée du Lez nous en avons déjà parlé. Lors du festival de la tomate, festival de la Métropole, qui se déroule à Clapiers, vous avez eu d'ailleurs plusieurs fois l'occasion de le rappeler. Je ne peux donc que me réjouir et vous remercier d'avoir repris cette étude, et espérer fortement que cela viendra bien jusqu'à Clapiers. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. C'est le secteur Nord que nous allons commencer avant la fin du mandat. Dans le segment route de Mende, place de la voie Domitienne. Cela correspond aussi aux travaux qui sont engagés par l'université Paul Valéry, sur toute la partie centrale, l'Atrium, et aux services qu'ils vont installer sur l'entrée. Dans cette partie, sur la route de Mende, il y a beaucoup de travail, parce que nous sommes sur le trajet souterrain de la rivière souterraine de Chambéry. Lorsqu'il y a beaucoup d'orages, les habitations qui sont en bas de la route de Mende s'inondent. Donc il faut profiter du tramway pour régler les problèmes hydrauliques. Ces problèmes hydrauliques seront réglés de deux façons différentes : d'abord en rendant au sol la perméabilité, qu'il n'a pas aujourd'hui, avec la création de noues latérales, de fossés latéraux ; ensuite

en reprenant le système des traverses et non d'une plateforme toute bétonnée pour le passage des voies ferrées. C'est comme cela que les ingénieurs de TaM travaillent sur cette portion de ligne, jusqu'à Agropolis. Dans un deuxième temps, on passe sur le Lez et on va à Girac. Cela veut dire qu'il va falloir, sur la dernière partie, trouver des gisements financiers qui peuvent nous permettre, à l'occasion d'un Projet Urbain Partenarial (PUP), de pouvoir participer aux ouvrages. Je suis dans cette réflexion et j'ai déjà des projets, très intelligents, qui me sont arrivés et qui nous permettront d'aller plus vite. Monsieur CAIZERGUES.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai bien entendu tous les débats qui ont eu lieu. Ce sont des débats qu'à mon avis on entend depuis quelque temps. Les arguments échangés sont assez souvent les mêmes.

Je voudrais revenir à la délibération elle-même, qui est le bilan intermédiaire de la concertation et la redéfinition du périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) modificative. Je la voterai, parce que je pense que le tracé dans la Ville de Montpellier, même si c'est une décision de la Métropole, n'est pas réservée qu'aux Montpelliérains j'en suis tout à fait convaincu. Mais il est important de tenir compte de la position, dans le cadre de la concertation, des Montpelliérains, en sachant je l'ai déjà dit en Conférence des Maires qu'il y a le problème de la durée des trajets. J'ai bien compris la desserte des populations défavorisées, mais il y a aussi à intégrer la durée des trajets. Il faut trouver un équilibre entre les deux. Voilà pour ce qui est de cette délibération.

Je voterai aussi l'autre délibération qui vient après, parce qu'effectivement cela ne met pas en cause la totalité de la DUP. Là aussi, je souhaiterais qu'on puisse avancer rapidement. Je sais qu'il y a les délais administratifs qui interviennent. Mais je voudrais apporter à la discussion et au débat la désespérance je l'ai dit des populations. Aujourd'hui, ce n'est pas nouveau mais, de plus en plus, les gens attendent le tramway, même si ce n'est pas la solution qui règlera tous les problèmes de circulation. Toute une infrastructure routière est à mettre en place. Il n'en demeure pas moins que le vécu des gens aujourd'hui, dans ce secteur par rapport au tramway et dans d'autres secteurs, les gens sont vraiment dans une situation d'exaspération. Mon dernier mot est de dire : dépêchons-nous, hâtons-nous !

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CAIZERGUES. Monsieur le Maire de Prades-le-Lez.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, cette ligne va de l'Ouest au Nord, en passant par le centre. Le débat du centre a eu lieu. Je garde Montcalm à l'esprit, dans le débat autour du parc. À l'Ouest, on a assisté à la conquête de l'Ouest par le tram, ou à la conquête du tram par l'Ouest. Je voulais montrer à mon collègue Éric PENSO, au Nord, que j'étais tout à fait en phase avec lui et tout à fait satisfait que la ligne 5 arrive jusqu'à Clapiers, même si j'ai conscience, avec tout le monde, que cela n'est pas la panacée et que la ligne 5 ne règlera pas les embouteillages pendulaires à Prades-le-Lez. Merci. Je voterai la délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Monsieur RICO, vice-président, maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, cette délibération porte sur le bilan intermédiaire de la concertation relatif à la modification du tracé de la ligne 5 pour préserver le parc Montcalm. Beaucoup de choses ont été dites. Je voudrais revenir sur l'aspect de la concertation. Cela a aussi été dit, mais je tiens à y revenir. Cette concertation a eu lieu par voie de presse dans le *Midi Libre*, dans la *Gazette*, dans *20 Minutes*, sur le site internet de la Métropole, dans le numéro de novembre du *MMM*Mag, magazine diffusé à 212 000 exemplaires, mais également via la distribution de cartons d'invitation aux habitations de l'ensemble des personnes concernées, des réunions publiques de grande ampleur, beaucoup d'échanges avec l'ensemble du public. Il ressort un registre, dont on a pu rendre compte. Il ressort trois points essentiels, qui ont été plébiscités. Le premier est évidemment la nécessité de réaliser la ligne 5 du tramway. Le deuxième est de préserver le parc Montcalm. Le troisième est l'itinéraire que nous retrouvons ici, à savoir l'avenue de Toulouse, la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry (« la variante Sophie »), pour arriver à l'avenue de Vanières.

Aujourd'hui, le but de cette délibération est d'approuver cet itinéraire et, de la même façon, d'approuver la modification du périmètre de la DUP, puisque nous aurons, à partir du mois de mai, des études à réaliser. En

juin, les différents itinéraires pourront boucler cela, de l'avenue de Vanières jusqu'au rond-point Paul Fajon. Il s'agit d'un résumé.

Je voulais dire, cela a été dit, qu'en termes de concertation, à mon avis, il est peu probable et pratiquement impossible d'en faire autant. Je pense que ce que vous voyez à l'écran est ce que veulent les Montpelliérains et ce que veulent les Métropolitains. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur RICO. Je vais mettre aux voix l'affaire n° 4.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. Éric PETIT.

**AFFAIRE N° 5 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY – LIGNE 5
LAVERUNE/CLAPIERS – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DECLARATION D'UTILITE
PUBLIQUE (DUP) – APPROBATION**

M. T. DEWINTRE entre en séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 5.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. Éric PETIT.

**AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE,
FONCIER – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – MODIFICATION SIMPLIFIEE
N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION DU PROJET**

M. C. COUR entre en séance.

Mme S. KERANGUEVEN et M. E. PETIT sortent de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 6. C'est une autre affaire qui concerne la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Mais avant, je voudrais vous faire part d'un immense mensonge qui vient de tomber sur mon téléscripteur. Je vais le dénoncer publiquement. C'est l'œuvre d'un média. Il faut être attentif tout le temps. Je ne peux pas dormir. Ce n'est pas possible. On ne peut pas dormir dans ce pays. Ce n'est pas jouable.

Je lis, sur le blog du journal *Le Monde* : « Altrad Stadium. En début de semaine, la Métropole de Montpellier a annoncé le non renouvellement du contrat de naming entre le stade Yves du Manoir, où évolue le Montpellier Hérault Rugby, et la société Altrad. Ce contrat était un contrat record pour un stade de rugby en France : la collectivité territoriale touchait 2,7 millions d'euros. » Le naming est gratuit ! Cela s'appelle de la fausse information. C'est puni par la loi. C'est scandaleux !

J'ai demandé à ma Directrice de Cabinet d'appeler le journal *Le Monde* en urgence pour rectifier cela. S'ils ne le font pas, je ferai intervenir l'avocat de la Métropole. Ce n'est pas de la politique. C'est de la voyoucratie organisée.

L'affaire n° 6 concerne la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et la modification simplifiée du PLU. Qui demande des explications ? Je mets l'affaire aux voix. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PIGNAN - REALISATION D'UN POLE OLEICOLE ET DIVERSES COMPOSANTES - ENGAGEMENT

M. M. MAJDOUL entre en séance.

Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Mme M. BODKIN et MM. A. LARUE, H. MARTIN et E. PENSO sortent de séance, le pouvoir de Mme C. HART donné à M. H. MARTIN est temporairement annulé.

Monsieur le Président

L'affaire n° 7 concerne la déclaration de projet quant à la réalisation d'un pôle oléicole et diverses composantes à Pignan. Par cette délibération et par le biais d'une déclaration de projet, nous mettons en conformité le PLU de Pignan pour recevoir la coopérative oléicole, comme la demandé la Maire de Pignan, Madame CASSAR. Qui demande la parole ? Madame CASSAR.

Michèle CASSAR

Monsieur le Président, je voudrais vous dire toute la satisfaction des élus de Pignan et de la population pignanaise. Effectivement, nous tenions et tenons toujours à cette cave oléicole. C'est pourquoi nous avons porté ce projet de déplacement. Cela a été un peu long, mais je voudrais vraiment remercier les services. On a eu beaucoup de réunions avec les services de la Métropole. On a bien pu avancer. Entre la cave oléicole et la commune, cela a très bien fonctionné. C'est pour cela que ce soir c'est l'aboutissement de ce projet mis en place.

Toutefois, je vous rappelle, Monsieur le Président, ma dernière demande lors du dernier Conseil. Je vous ai d'ailleurs fait un courrier en recommandé concernant le PLU de Pignan, pour demander à ce que la révision générale soit réenclencher sur l'égalité. Vous savez que, lorsque nous avons voté pour la Métropole en Conseil municipal de Pignan, nous avons acté ce passage en Métropole par rapport au pacte de confiance, et surtout parce que vous disiez que c'est le Maire qui décide sur sa commune. C'est le projet particulier pour la cave oléicole. Mais je parle de la révision générale du PLU, qu'on a enclenché en 2011. Cette révision est très ancienne. Lorsqu'au dernier Conseil j'ai vu que, pour une autre commune, une révision générale était enclenchée, j'ai compris que c'était par rapport à la possibilité de passer en Règlement National d'Urbanisme (RNU), beaucoup plus contraignant. Je peux l'entendre. Mais à Pignan on a eu un sentiment d'inégalité par rapport à cela. Vraiment, je voudrais vraiment que ce soit réenclenché le plus rapidement possible. Merci.

Monsieur le Président

J'entends bien, Madame la Maire. Madame MIRALLES.

Patricia MIRALLES

Je voudrais dire un grand merci. J'ai entendu il n'y a pas longtemps des personnes me dire que depuis que des Maires avaient fait le choix de ne pas faire partie du groupe majoritaire, vous aviez coupé toutes les subventions, vous refusiez tous les travaux, vous mettiez tous les dossiers de côté. Je ne l'ai jamais cru, mais je suis ravie de voir que cela n'est pas le cas. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame MIRALLES. Vous avez vu tout à l'heure qu'il y a des moments où la vie politique est politisée. C'est normal. Mais quand il faut construire le territoire, avec les Maires, on vote pratiquement tout le temps à l'unanimité. C'est tout simple. Je mets aux voix l'affaire n° 7.

Patricia MIRALLES

(Intervention hors micro).

Monsieur le Président

Vous dites qu'il y a quelqu'un qui vous donne des leçons à Paris.

Patricia MIRALLES

Ils disent que vous êtes méchant, que vous avez enlevé toutes les dotations, que vous refusez tous les dossiers depuis qu'ils ont décidé de ne pas être dans le groupe majoritaire. Quand j'explique à Paris que c'est faux, évidemment, c'est compliqué. Donc je suis vraiment ravie. Merci, Madame CASSAR.

Monsieur le Président

Vous savez, cela leur passera.

Patricia MIRALLES

Pourquoi mentir aux Français ?

Monsieur le Président

Madame MIRALLES, je vous rejoins. Il faut dire la vérité aux Français. Concernant l'affaire n° 7, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Bravo !

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE BAILLARGUES - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 8 concerne les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du PLU de Baillargues. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 9 est la même chose pour ce qui est du PLU de Vendargues. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET DE RENOVATION URBAINE CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) - AMENAGEMENT ET RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX - AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 10 concerne le projet de rénovation urbaine Cévennes. On demande de rallonger le délai pour terminer les négociations avec l'EPARECA, organisme qui s'occupe des commerces et de l'artisanat dans les quartiers SRU.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - QUARTIER CAMBACERES - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - CONSTITUTION D'UNE RESERVE FONCIERE - DEMANDE DE PROROGATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Monsieur le Président

L'affaire n° 11 concerne le quartier Cambacérès, qui se situe dans les communes de Montpellier et de Lattes. Il s'agit par cette délibération de solliciter le Préfet pour proroger les effets de la DUP, pour obtenir d'autres terrains qui ne nous appartenaient pas et augmenter notre assiette foncière. Qui est contre ? Qui s'abstient ? L'affaire est adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC EAI - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme MH. SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 12 concerne, pour la commune de Montpellier, la programmation des équipements publics de la ZAC EAI.

Pierre BONNAL

J'aurais bien aimé avoir un petit schéma, à l'appui de cette délibération et d'autres aussi. C'est tout. Je connais un peu le quartier, mais il y a des choses que je ne vois pas, en particulier sur l'avenue Lepic.

Monsieur le Président

Je vais vous le dire de mémoire. Vous êtes avec moi dans une voiture électrique deux places. Une Smart, électrique. Nous prenons l'avenue Lepic, qui a été couverte seulement d'un bitume léger, pensant qu'un jour la cinquième ligne y passerait et pour éviter de faire de trop grands frais, avec quelques coussins berlinois pour éviter qu'à la sortie de la brasserie Lepic les gens ayant mangé trois ou quatre brochettes et bu un verre de rosé ne percutent une automobile. Nous entrons dans la caserne Guillaut. Dans la caserne, il y a des logements, des entreprises culturelles et créatives, mais aussi une crèche, l'école Jeanne Moreau, ainsi que la Calendreta Lepic, qui est repositionnée. Le tramway passe à l'intérieur, tourne et reprend la rue des Chasseurs pour aller à Lavérune, au niveau du pont qui devait supporter les chars.

Pierre BONNAL

D'accord. La question est simple. Les bâtiments existants demeurent-ils ou pas ? Je n'ai pas compris.

Monsieur le Président

La majorité oui, sur ce secteur. Mais d'autres non.

Pierre BONNAL

Conservez-vous la prison ?

Monsieur le Président

Je ne sais pas. On garde ce qui se trouve autour de la place d'armes. Il s'agit de bâtiments très bien constitués, que nous gardons. Le tramway passe au milieu de la place d'armes.

Une modification doit être apportée à la rédaction que vous avez reçue concernant le montant pour la participation attendue de la ZAC EAI au renforcement de la capacité de stockage et de distribution du niveau 80 de l'alimentation en eau potable. Cette participation représentant 50 % du coût de l'ouvrage passe de 1,045 million d'euros à 600 000 euros. Le montant de la participation au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable reste inchangé (200 000 euros), portant le total de la participation de la ZAC en matière d'AEP à 800 000 euros. C'est donc une modification de la délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? L'affaire est adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

AFFAIRE N° 13 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - AVENANT N°2 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) RELATIF A LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM ET DU PLANETARIUM GALILEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 13 concerne la modification du nom du planétarium et de l'aquarium. Avec Madame JANNIN, nous avons pensé que la proposition faite par le concessionnaire « *Planet Ocean Montpellier* » était une jolie proposition. D'autant que, pour ce qui est du planétarium, les concessionnaires ont observé le design que j'avais préconisé. Ils ont modifié le premier astronaute qui siégeait au milieu du hall. C'était un Américain, mais ils ont mis le drapeau soviétique. Ils ont enlevé le drapeau américain et ils ont mis le drapeau soviétique. Le drapeau américain est à la Cité de l'espace à Toulouse. Les Américains à Toulouse, les Russes à Montpellier. C'est bon pour la Région. Je l'avais dit lors des vœux ; nous l'avons fait. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 14 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - AVENANT N°2 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) RELATIF A LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM ET DU PLANETARIUM GALILEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 14 concerne la politique de la ville et l'attribution de subvention à ADAGES. Qui demande la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 15 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ3M) - BILAN TRIMESTRIEL DES AIDES INDIVIDUELLES

Monsieur le Président

L'affaire n° 15 concerne le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes et le bilan trimestriel des aides individuelles. Qui demande à Annie YAGUE des explications ? Il n'y a pas de vote. Il s'agit d'une prise d'acte. Il n'y a pas de demande d'explication.

Le Conseil prend acte de la présentation de ce bilan.

AFFAIRE N° 16 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI DANS LE CADRE DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE METROPOLITAINE CLAUSE SOCIALE - CONVENTION DE PARTENARIAT - APPROBATION- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire n° 16. Il s'agit de la Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le service public de l'emploi dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSÉ, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

Vous m'arrêtez si vous voulez des explications.

AFFAIRE N° 17 : LOGEMENT - MISE EN ŒUVRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNEE 2018

MM. A. LARUE, E. PENSO et R. YOUSSEF entrent en séance.

Mme M. CASSAR et M. JP. RICO sortent de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 17 concerne la mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais juste souligner, concernant cet objectif relativement ambitieux de création de 1 588 logements sociaux à construire sur notre Métropole, que la Ville de Montpellier participe tout comme la Ville de Castelnau, à hauteur de 20 %. Je voudrais donc souligner l'effort que nous faisons pour répondre au besoin de ces populations – effort qui est fait malgré l'objectif que nous avons récemment accepté en matière de SCoT de maintenir 56 hectares supplémentaires en terres agricoles. Pour l'ensemble des populations qui seront éligibles à ces logements sociaux, je crois que c'est un effort qu'il faut souligner, à côté de la Ville de Montpellier et pour l'ensemble des habitants de la Métropole.

Monsieur le Président

C'est très bien. Je le souligne. Quand c'est juste, c'est juste, Madame DARDE. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je pensais, comme Madame DARDE, souligner le fait que l'effort qui était fait était très important en matière de logements sociaux à Castelnau. Castelnau représente 5 % de la population de la Métropole. Il s'agit là d'un peu plus de 20 % du logement social. C'est une évolution très notable de notre commune. Je me rappelle que, quand je suis arrivé à Castelnau, sur le blog de l'ancien Maire, aujourd'hui Sénateur, il était écrit : « *Nous préférons payer des pénalités plutôt que respecter la loi SRU.* » Il y a donc eu une évolution très nette de la position de Castelnau, et je m'en réjouis.

J'ai simplement un petit bémol à apporter. Quand on regarde de près ce qu'il y a dans les immeubles concernés, il y a bien sûr les ZAC, comme la ZAC du Caylus ou celle du Mas du Rochet. Mais il y a aussi plusieurs immeubles juste à côté du passage à niveau de Castelnau. Je sais qu'il aurait mieux valu être plus prudent et attendre que soit enfin supprimé le passage à niveau à proximité. Cela va être compliqué pour les habitants de ce quartier, quand il y aura tous ces travaux, qui sont absolument nécessaires. J'aurais donc été un peu plus prudent. En d'autres termes, il s'agit d'un bel effort, mais on aurait pu faire un peu mieux en termes de qualité.

Monsieur le Président

Cela se politise grave ! Les municipales ont commencé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? L'affaire est adoptée à l'unanimité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

AFFAIRE N° 18 : LOGEMENT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES POUR LA REFECTION DES RESEAUX EAU DE LA CITE UNIVERSITAIRE « COLOMBIERE » ROUTE DE GANGES A MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 18 concerne l'attribution de subvention dans le cadre du CPER. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC EAI TRANCHE 1 A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 19 concerne la construction, le Vice-Président Noël SEGURA m'arrête quand il veut, de 30 logements dans la ZAC EAI pour ACM Habitat.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 71 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LA BERGERIE », ALLEE DE L'EUROPE A JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme L. ACQUIER sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 20 concerne la construction de 71 logements sociaux et la résidence « *La Bergerie* » à Juvignac. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « L'ÉMERAUDE », LOT 6C ZAC PIERRES VIVES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 21 concerne la construction de 40 logements sociaux et la résidence « *L'Émeraude* » à Pierres vives. C'est la SFHE, groupe Arcade. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE « ARB'OR & SENS » A FABREGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SCCV FABREGUES ECOPARC 4 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. YAGUE sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 22 concerne 25 logements en location-accession et la résidence « *Arb'or & Sens* » à Fabrègues. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ESTE NOVA » - 2530 BOULEVARD PAUL VALÉRY A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM UNICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 23 concerne la construction de 14 logements sociaux et la résidence « *Este Nova* », boulevard Paul Valéry à Montpellier. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 71 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 24 concerne l'opération « *rénover pour un habitat durable et solidaire* » et l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 71 logements situés dans diverses communes de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CHARTE ENTREPRISES ET QUARTIERS - POINT D'ETAPE - NOUVELLE CONVENTION TYPE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 25 concerne la charte « *entreprises et quartiers* ». Il s'agit du PODEM, pour une version actualisée de la convention d'application, reprenant les axes d'engagement dans le cadre du contrat de ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSÉ, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - AVENANT A LA CONVENTION AVEC L'UNIVERSITE MONTPELLIER POUR LE PROJET IBDLR - AUTORISATION DE SIGNATURE

*MM. H. MARTIN et E. PETIT entrent en séance.
M. R. CAIZERGUES sort de séance.*

Monsieur le Président

L'affaire n° 26 concerne le CPER et l'avenant à la convention avec l'Université de Montpellier pour le projet IBDLR. Y a-t-il des demandes d'intervention auprès de la Vice-Présidente Chantal MARION ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET REDSAIM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 27 concerne le pacte métropolitain d'innovation et Montpellier Capital Santé. Y-a-t-il des demandes d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE GROUPEMENT U - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme MH. SANTARELLI entre en séance.

M. N. SEGURA sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 28 concerne la convention cadre de partenariat entre la Métropole et le groupement U. Monsieur DUDIEUZERE a demandé la parole.

Pierre DUDIEUZERE

Monsieur le Président, vous allez venir signer ce pacte mercredi, chez Système U, à Vendargues. Je voudrais dire que cette entreprise, depuis quarante ans à Vendargues, est une très belle entreprise. Je voudrais dire devant nos collègues élus qu'il va falloir l'aider et la suivre dans les années qui viennent, parce qu'ils ont des projets. Ils ont toute une rénovation d'entrepôts, qu'ils doivent mettre à jour et aux normes. Il faudra donc l'accompagner dans le nouveau PLU. Deuxièmement, il faudra, avec nos collègues de Clapiers, de Jacou et notamment du Crès, faire la déviation. Je crois qu'il est prévu qu'on se rencontre avec les collègues précités, de manière à pouvoir faire cet équipement et cet aménagement. Ils ont aussi un projet, vous le savez puisque vous nous avez fait le plaisir de venir dès votre élection voir les dirigeants de Système U à Vendargues de faire, entre Castries et Vendargues, un hypermarché. C'est une entreprise qui est très importante. Je voulais le signaler aujourd'hui, parce qu'elle est créatrice d'emplois. Ce sont des emplois qui ne se délocalisent pas. Elle est à Vendargues depuis longtemps et essaime. Je crois que tous les Maires de l'Est de Montpellier ont quelqu'un qui travaille à Système U. Je voulais le dire. On en reparlera et je voudrais que les élus soient très attentifs. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 29 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - DESIGNATION D'UN AMENAGEUR DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE - APPROBATION DU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT

Monsieur le Président

L'affaire n° 29 concerne la zone d'aménagement concerté Cannabe à Cournonterral. Qui demande des explications au Vice-Président Gilbert PASTOR ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 30 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES FILIERE VITICOLE A CANTON (CHINE) DU 17 AU 20 MAI 2018 - PARTICIPATION A LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 30 concerne l'organisation de la mission d'affaires sur la filière viticole à Canton en Chine. Y a-t-il des demandes d'intervention auprès de Monsieur PASTOR ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 31 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES FILIERE VITICOLE A PEKIN (CHINE) DU 20 AU 24 MAI 2018 - PARTICIPATION A LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

M. P. DUDIEUZERE sort de séance, le pouvoir de M. JF. AUDRIN donné à M. P. DUDIEUZERE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

L'affaire n° 31, toujours rapportée par Gilbert PASTOR, concerne l'organisation d'une mission d'affaires sur la filière viticole à Pékin. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 32 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - MISSION BELGIQUE - FORUM EUROPEEN ALIMENTAIRE ET AGRICOLE - LES 29 ET 30 MAI 2018 - APPROBATION

Mmes L. ACQUIER, M. BODKIN, M. CASSAR, S. KERANGUEVEN, et MM. R. CAIZERGUES, J. MALEK et JP. RICO entrent en séance.

M. T. DEWINTRE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme MC. PANOS.

M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance, sans laisser de procuration.

M. G. LANNELONGUE n'est plus représenté.

MM. A. EL KANDOUSSI et H. MARTIN sortent de séance, les pouvoirs de Mme C. HART donné à M. H. MARTIN et de Mme C. NAVARRE donné à M. A. EL KANDOUSSI sont temporairement annulés.

Monsieur le Président

L'affaire n° 32, toujours rapportée par Monsieur PASTOR, concerne la mission Belgique et le forum alimentaire et agricole. Madame FOURCADE a demandé la parole. Vous allez en Belgique, Madame FOURCADE ?

Mylène FOURCADE

Oui, j'y vais. Bonsoir, Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais dire l'importance de ce déplacement dans le cadre de la Politique Agricole et alimentaire (P2A), car IPES Food est un comité qui regroupe des experts internationaux sur les questions alimentaires. J'ai rencontré Monsieur Olivier DE SCHUTTER, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, en fin d'année à Montpellier. On est intervenus tous les deux à l'Université Montpellier 3, invités par la chaire UNESCO alimentation du monde. Je voudrais dire toute l'importance qu'a aujourd'hui ce déplacement. En fin d'année, il m'a demandé si j'acceptais de venir présenter la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole en mai 2018 à

Bruxelles dans le cadre du forum européen sur les questions alimentaires. J'ai bien sûr tout de suite accepté et c'est une grande chance pour notre Métropole d'avoir été choisie comme laboratoire local, en France, pour la politique que nous menons, aux côtés des grandes villes européennes qui vont aussi intervenir comme Turin, Milan, Fribourg ou Gand. Il faut savoir aujourd'hui que c'est la suite logique du pacte des politiques alimentaires urbaines que vous avez signé à Milan. Sept villes et métropoles françaises ont signé ce pacte. Aujourd'hui, seule Montpellier Méditerranée Métropole est invitée à Bruxelles dans le cadre de ce forum pour témoigner des actions que nous menons. L'idée de ce forum est de s'interroger sur la nature du soutien que l'Union Européenne peut apporter à ce processus de reterritorialisation et de relocalisation des systèmes alimentaires. Il s'agit de passer d'une politique agricole commune à une politique alimentaire commune. C'est tout le sens aussi de l'interpellation nécessaire des futurs candidats aux élections européennes en 2019 pour voir ce qui est proposé pour les systèmes alimentaires territoriaux durables, déjà mis en place dans la Métropole. Je vous remercie.

Je voudrais juste profiter du fait que j'ai la parole pour répondre à Madame CASSAR. Je crois qu'elle est partie. Tout à l'heure, elle parlait d'égalité de traitement des communes. Elle parlait de Fabrègues. Je voudrais juste dire qu'on n'était pas du tout dans la même situation, puisque Fabrègues est la seule commune de la Métropole aujourd'hui en POS. La commune de Pignan est déjà en PLU. Je ne crois donc pas que l'on soit dans une égalité de traitement. J'entends ce qu'elle dit, mais on ne peut pas parler d'égalité de traitement, puisque nous prenons le risque de retomber en RNU fin 2019 du fait des délais repoussés de l'approbation du PLUi.

Monsieur le Président

Madame CASSAR l'a dit que ce n'était pas la même situation parce que vous risquiez, à Fabrègues, de tomber dans le RNU. Mais sachez que dans l'affaire des PLUi ou des PLU, des communes ont fait exprès de tomber dans le RNU, parce que cela les arrangeait, à un moment ou à un autre. Mais ce n'est pas le cas pour Fabrègues.

En tout cas, merci pour le travail réalisé. Je me félicite. Le fait que nous soyons invités à Bruxelles, comme vous venez de le dire, est une reconnaissance importante. Je souhaite que la Métropole et les services de mon Cabinet, qui sont représentés ici par le spécialiste du BoCal – bon et local –, Monsieur DINIS, suivent cela avec attention, pour que les choses se fassent dans les meilleures conditions possibles. Je mets l'affaires aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 33 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "PICASSO - DONNER A VOIR" AVEC LE MUSEE BIBLIOTHEQUE PIERRE-ANDRE BENOIT (PAB) D'ALES, LE MUSEE DE LODEVE, LE CARRE D'ART-MUSEE D'ART CONTEMPORAIN ET LE MUSEE DES CULTURES TAURINES DE NIMES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 33 concerne la culture. C'est très important. Je salue le conservateur du musée Fabre, Michel HILAIRE, qui est là. Cette année est l'année Picasso. Dans cette année Picasso, le musée Fabre a souhaité passer une convention avec quatre autres lieux : tout d'abord, le musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît à Alès ; ensuite, le musée Fleury de Lodève ; enfin, le Carré d'Art et le musée des Cultures taurines à Nîmes. Je signerai cette convention avec les Présidents et Maires des autres communes. Nous sommes en train de monter cela de façon médiatique, parce que c'est la première fois que, dans une affaire de culture comme celle-ci, il y ait un rassemblement aussi important de communes et de communautés de communes. Je remercie donc évidemment le musée Fabre. Je le remercie et le félicite pour les deux acquisitions qu'il a faites dernièrement, dans la Tribune de l'Art, qui ont été largement commentées et valorisées. En même temps que nous inaugurerons l'exposition Pablo Picasso, nous inaugurerons la place Pablo Picasso à Montpellier, de 100 mètres de diamètre. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 34 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT DE COMPETENCE AVEC LA SOCIETE ACELYS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire suivante, en remplacement de Bernard TRAVIER, concerne la convention de mécénat de compétence avec la société Acélylys. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 35 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT DE COMPETENCE AVEC ALTRAN TECHNOLOGIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire suivante concerne la convention de mécénat avec Altran Technologies. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 36 : CULTURE - DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU PROJET DE TRAVAUX DE REHABILITATION DU PAVILLON OUEST DE L'AGORA, CITE INTERNATIONALE DE LA DANSE - APPROBATION

M. N. SEGURA entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire suivante concerne la demande de subventions dans le cadre du projet de travaux de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora. Il s'agit de la Cité internationale de la danse et d'un montant de 400 000 euros. Il s'agit d'une autorisation de demander les subventions à tous les partenaires, avec une subvention d'État.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 37 : CULTURE - LANCEMENT D'UNE ETUDE DES PUBLICS DES LIEUX D'ART EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 37 concerne le lancement d'une étude des publics des lieux d'art en partenariat avec l'Université Paul Valéry. Cette initiative émane du contrat que nous avons passé sur la culture, entre la Métropole et l'Université Paul Valéry. C'est un souhait du Président AUGÉ et de sa Vice-Présidente chargée de la culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 38 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - TARIFICATION COMPLEMENTAIRE POUR LA BOUTIQUE DU MUSEE - APPROBATIO

M. A EL KANDOUSSI entre en séance.

M. A. MOYNIER sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 38 concerne le site archéologique Lattara Musée Henri Prades et la tarification des objets de la boutique. Je félicite Diane DUSSEAU, Conservatrice du patrimoine qui s'occupe de Lattara, pour la très belle exposition que je vous invite à visiter sur la navigation dans les périodes antiques et la conception des bateaux. C'est magnifique. Il faut voir cela, notamment le transport des vins, des huiles, des amphores. Il s'agit d'un partenariat avec la société d'archéologie marine de Barcelone. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 39 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA FONDATION NEERLANDAISE DES LETTRES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L'ORGANISATION DE LA 33EME EDITION DE LA COMEDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN entre en séance.

Mme M. DRAY-FITOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 39 concerne la direction des médiathèques. Il s'agit de la convention de partenariat, très important, avec la fondation néerlandaise qui nous apporte 30 000 euros de subventions pour *la Comédie du Livre*. Je remercie la Ministre de la Culture hollandaise, ainsi que l'Ambassadeur de Hollande à Paris, qui est venu me voir directement pour que nous cousions cette manifestation entre France et Pays-Bas. Dans ce cadre, *la Comédie du Livre* traitera des auteurs français et hollandais. Les prestations seront réparties dans de nombreuses médiathèques des communes. Cela a déjà commencé d'ailleurs, puisque la commune de Cournonsec, je crois, a fait la publicité dans la presse sur les prestations des auteurs, qui se déploient dans les communes de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 40 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - 33EME EDITION DE LA COMEDIE DU LIVRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme A. BRISSAUD sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 40 concerne la direction des médiathèques. Il s'agit de la convention entre la Ville et la Métropole pour *la Comédie du Livre*. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

Nous referons la soirée inaugurale au Pic Saint-Loup, dans une cave, comme tous les ans, puisqu'on a un partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup, que j'avais institué quand j'étais adjoint à la culture à la Ville de Montpellier.

AFFAIRE N° 41 : CULTURE - CONVENTION DE GESTION DE PROGRAMMATION ARTISTIQUE DES SALLES DE SPECTACLES DES COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DU CRÈS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes A. BRISSAUD, M. DRAY-FITOUSSI, P. MIRALLES, A. YAGUE et M. A. MOYNIER entrent en séance. Mme R. BUONO et M. Y. PELLET sortent de séance, le pouvoir de Mme R. ILLAIRE donné à Mme R. BUONO est temporairement annulé.

Monsieur le Président

L'affaire n° 41 concerne la convention de gestion de programmation artistique des salles de spectacles entre Castelnau et Le Crès. Il s'agit de prolonger la mission de programmation d'un spécialiste pour les deux salles du Crès et de Castelnau. Monsieur le Maire du Crès.

Pierre BONNAL

Cela marche bien. Il n'y a aucune raison de ne pas continuer. Cependant j'aimerais être un peu plus au courant, compte tenu de la convention. Pour l'instant je ne l'ai pas vue. J'ai donc quelque difficulté à la voter, d'une part. D'autre part, demain après-midi, on a une réunion sur la mutualisation. Dans ce domaine, ce qui se met en place est écrit noir sur blanc. Il n'y a aucun problème à ce propos. Mais je ne sais plus où on en est. Je connais la situation pour Castelnau et Le Crès. Mais pour Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve, je ne sais pas trop où on en est. J'ai besoin d'un éclaircissement à travers cette convention. Il serait bon que tout le monde puisse la signer.

Monsieur le Président

Attention, il ne faut pas tout mélanger. Cette délibération ne traite que du Crès et de Castelnau. Il est important que nous ayons une programmation intelligente sur tous les lieux de théâtre de la Métropole. C'est mon souhait. Mais il y a des étapes à franchir. On vient de recevoir *le Printemps des comédiens*. Je préside l'EPIC du Domaine d'O, mais Jean VARELA reste Président du *Printemps des comédiens*, associé à d'autres théâtres. Je le garde sous silence pour le moment, parce que ce n'est pas officiel, mais vous le saurez. Il y aura la volonté de lier l'ensemble des acteurs du théâtre dans la Métropole, notamment le Centre Dramatique National (CDN), qui fait un travail formidable. J'y ai assisté l'autre fois. Il s'agissait des propositions théâtrales qu'ils ont faites aux maisons pour tous, aux écoles, aux communes sur une pièce revue et corrigée de Shakespeare (*Othello*) et une pièce jouée dans un cercle de spectateurs, tout à fait innovante. Franchement, j'ai été bluffé. Donc je compte sur le Centre Dramatique National pour apporter sa patte.

Pierre BONNAL

Ils seront bienvenus au Crès, mais pour l'instant, je ne les ai pas vus.

Monsieur le Président

Ils arrivent. Ils sont preneurs.

Pierre BONNAL

D'accord. Je pense que je ne voterai pas cette affaire-là. Je suis embêté, mais j'aurais aimé qu'on aille quand même un peu plus loin. On est toujours dans le schéma de mutualisation, mais on n'avance pas. Cette collaboration est un succès.

Monsieur le Président

Voulez-vous ne pas subventionner le directeur artistique ? Pour notre part, on ne le subventionne pas.

Pierre BONNAL

Il fait un excellent travail.

Monsieur le Président

Alors ? Monsieur BONNAL, oubliez la politique. La culture est en-dehors de la politique.

Pierre BONNAL

Je ne suis pas d'accord. Mais on pourra en reparler dans d'autres circonstances. On a débattu déjà avec les services du futur contenu de cette convention. Pour l'instant, je ne la vois pas. C'est tout. 13 000 spectateurs sur une année, ce n'est pas mal.

Monsieur le Président

Nous poursuivons l'animation, la programmation des deux salles, Kiasma à Castelnau et Agora au Crès, contre l'avis du Maire. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ?

Pierre BONNAL

Non, je n'ai pas dit cela. Philippe, n'exagère pas. C'est moi qui l'ai voulu. Je ne vais pas me renier.

Monsieur le Président

Je plaisante, Pierre. Monsieur le Maire de Jacou.

Renaud CALVAT

Pour une parfaite compréhension et éviter la moindre difficulté, Monsieur VARELA n'est pas le Président du *Printemps des comédiens*, mais Directeur. C'est Monsieur CARRIERE qui en est le Président. J'en suis le Vice-Président délégué.

Monsieur le Président

Oui, vous avez raison. Je n'ai pas encore autant d'expérience que vous au Conseil Départemental. J'y suis resté dix-sept ans, mais cela fait longtemps que j'y suis parti. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci. Juste un mot. Il serait dommage que Pierre ne vote pas. Est-ce qu'on ne pourrait pas reporter le débat au prochain Conseil, pour qu'il ait le temps de lire la convention ? Il me semble, de mémoire, que le poste mutualisé est payé à 50 % par la Métropole et à 25 % par chacune des deux communes. Une telle coopération est une bonne chose. Si on pouvait reporter cela pour que Pierre ait le temps de lire cela, ce serait très bien.

Monsieur le Président

Non. Si on fait cela, on licencie le directeur artistique. On ne peut pas le faire.

Henri ROUILLEAULT

Ce n'était pas le sens de mon propos, évidemment.

Pierre BONNAL

Le contrat est toujours en cours.

Monsieur le Président

Je vous propose de revenir à la raison. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Pierre BONNAL.

AFFAIRE N° 42 : CULTURE - CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC RELATIVE A L'ESPACE LIBRAIRIE DU MUSEE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 42 concerne la concession de la librairie du Musée Fabre, qui est accordée à la librairie Sauramps, comme d'habitude, comme chaque année. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

**AFFAIRE N° 43 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL -
CONVENTION DE PARTENARIAT ET CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX AVEC
LE CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS)
DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

L'affaire n° 43 concerne le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). Il s'agit de la convention de partenariat et de la convention d'occupation de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS). Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 44 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CLUBS DE JEU DE BALLE AU
TAMBOURIN - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. F. ABERT sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

L'affaire n° 44, rapportée par Monsieur MEISSONNIER, concerne les clubs de jeu de balle au tambourin et l'affectation de subventions. Monsieur MEISSONNIER vous propose d'affecter 500 euros à tous les clubs de tambourin : le Tambourin Club Cournonsécois, le Tambourin Club Cournonterralais, l'US Grabels Tambourin, le Tambourin Club de Jacou, le Tambourin Club Lavérunois, le Sport Tambourin Club de Montpellier, le Tambourin Club Pignanaï, le Sport Club Tambourin Saint Georges d'Orques et le Tambourin Club Vendarguais. Qui est d'accord avec Monsieur MEISSONNIER ? Tout le monde. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 45 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - MONTPELLIER VOLLEY-BALL
UNIVERSITE CLUB - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE -
CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme R. BUONO entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 45, toujours rapportée par Monsieur MEISSONNIER, concerne le volley club. Nous avons ensemble décidé d'aider le volley exceptionnellement parce qu'il s'est qualifié en coupe d'Europe, pour les aider à faire la coupe d'Europe. C'est la subvention qui correspond à cet engagement. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 46 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT POUR LA GESTION DU DOMAINE TERRESTRE ET MARITIME DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 41, rapportée par Monsieur LUSSERT, concerne la convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral. Qui demande des explications à Monsieur LUSSERT ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 47 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - CONVENTION DE GESTION DU DOMAINE TERRESTRE ET MARITIME DE CONSERVATOIRE DU LITTORAL - SITE "ETANG DE VIC" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL sort de séance, le pouvoir de M. E. PASTOR donné à M. P. BONNAL est temporairement annulé.

Monsieur le Président

L'affaire n° 47 concerne la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral, pour le site Étang de Vic. Y a-t-il une demande d'intervention ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 48 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PAPI2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL A GRABELS - ACQUISITIONS FONCIERES - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES

Mme S. JANNIN entre en séance.

MM. H. DE VERBIZIER, G. PASTOR et J. VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

Concernant l'affaire n° 48, il s'agit de PAPI2 Lez, Mosson, Étangs palavasiens, et de l'avenant n° 1 : aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels. Qui demande des explications ? Personne. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? L'affaire est adoptée à l'unanimité.

Il s'agit de 1,3 million d'euros pour Grabels. Madame MIRALLES, vous êtes rassurée. On n'a pas interrompu les financements. Évidemment, il faut enlever les inondations à Grabels.

Monsieur le Maire.

René REVOL

Je voudrais simplement remercier tous les services qui ont travaillé depuis que nous avons, ensemble, signé l'avenant au PAPI, en mars 2016. Il s'agit des services de la Métropole, en liaison avec les services du SYBLE. Je voudrais dire aussi que les services de la Mairie ont été consultés en permanence. Je voudrais remercier particulièrement Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans la dernière période, qui est venu présenter le dossier dans le détail.

Pour comprendre pourquoi cette question est évidente, je vous rappelle qu'au mois d'octobre 2014, exactement 192 ménages ont été atteints dans leur pièce de vie. Il y a eu en plus 500 sinistres. Quand on sait que, sur la partie centrale de Grabels, il y a 1 800 ménages, on considère que le traumatisme est quand même considérable. Il vit dans la mémoire des Grabélois. Je pense que c'est un sujet sur lequel aucun d'entre nous n'a envie de polémiquer.

Simplement, je voudrais dire que nous respectons les délais que nous avons pris ensemble, que vous aviez pris, Monsieur le Président, en disant que les acquisitions foncières se feraient au cours de l'année 2018 – cette délibération concerne cela – et que nous commencerions les travaux qui, eux, représentent un montant total de 3 millions d'euros. Je pense naturellement à la commune de Juvignac, qui est concernée par le même avenant. Nous respectons donc les délais que nous avons pris ensemble. J'informerai les Grabélois de cette excellente délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Grabels. Je m'en souviens très bien : j'étais avec vous le matin, à 9 h 30, avec des bottes et des cuissardes. C'était un spectacle de désolation, avec des tapisseries, des morceaux de placo qui flottaient. C'était vraiment difficile à voir. En tout cas, la Métropole tient ses engagements.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 49 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ÉCONOMIES D'EAU - OPERATION AQUAMETRO - CONVENTION DE PARTENARIAT 2018 AVEC L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT DE MONTPELLIER (ALEC) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR entre en séance.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 50 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - EXTENSION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE ROUTE DE VENDARGUES - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET entre en séance.

M. M. FRAYSSE sort de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit, pour la commune de Prades-le-Lez, de l'extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix.

AFFAIRE N° 51 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT, D'AMENAGEMENT OU DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE BEAULIEU, MONTAUD, JUVIGNAC, MURVIEL-LES-MONTPELLIER, GRABELS ET SAINT GEORGES D'ORQUES - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX SUR SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. DUDIEUZERE entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 51 concerne la programmation 2018 des travaux d'enfouissement, d'aménagement et de rénovation de l'éclairage. Elle est rapportée par Monsieur DUDIEUZERE. Il s'agit des communes de Beaulieu, Montaud, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Grabels et Saint Georges d'Orques. Madame MIRALLES, vous trépignez de joie. J'imagine votre joie.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, pour rebondir sur ces questions des politiques d'investissement sur les communes, je ne vais pas épiloguer. Je trouve que c'est un débat qui n'a pas lieu d'être dans cette salle. En revanche, je rappelle que la voirie concerne les attributions de compensation que versent les communes.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Maire, de votre intervention. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 52 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ POUR LE PROLONGEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 52 concerne la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez pour le prolongement de la fibre optique. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

L'affaire n° 53 concerne la modification du tableau des effectifs. Qui demande des explications à Rosy BUONO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES HUMAINES - ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018 - COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE (CT) ET DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 54 concerne les élections professionnelles. Le rapporteur est toujours Rosy BUONO. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES HUMAINES - ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018 - COMPOSITIONS DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES ET DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 55 concerne les compositions des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires pour les élections professionnelles. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président. J'ai juste une question. J'ai peut-être loupé une étape, mais à la lecture des rapporteurs des différentes affaires, y-a-t-il eu des changements de délégation parmi les Vice-Présidents ? C'est juste pour que je comprenne.

Monsieur le Président

C'est Madame ILLAIRE, qui est absente. Elle a confié à Rosy BUONO, membre de la Commission, Vice-Présidente, et suppléante, la charge de ces dossiers.

Isabelle TOUZARD

D'accord, merci.

Monsieur le Président

Comme tout à l'heure, si j'avais été à la peine sur la culture, j'aurais demandé à Madame LLORET, Vice-Présidente et Présidente suppléante, qui avait les dossiers que lui avait confiés Bernard TRAVIER. Je me souvenais un peu de tout. Ils sont membres de la Commission. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 56 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - ACTUALISATION DES REPRESENTATIONS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESIGNATIONS

Monsieur le Président

L'affaire n° 56 concerne les organismes extérieurs et l'actualisation des représentations de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui est de l'école nationale d'architecture et de la SCIC TROPISME.

Le Président propose pour représenter la Métropole au Conseil d'administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) ainsi qu'au sein la SCIC (Société Coopérative d'intérêt collectif) Tropisme, la candidature de Mme Marie-Hélène SANTARELLI. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 57 : HORS COMMISSION - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - GRAND PRIX DE L'INNOVATION POUR LA SANTE DE L'ENFANT - FESTIVAL DE L'ALIMENTATION ET DE LA GASTRONOMIE - FONDATION SAINT-PIERRE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. P. BONNAL et J. VERA entrent en séance.

M. JL. SAVY sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. P. SAUREL.

Mme B. MICHEL n'est plus représentée.

M. A. MOYNIER sort définitivement de séance, sans laisser de procuration.

Monsieur le Président

L'affaire n° 57 concerne Montpellier Capital Santé. Il s'agit du grand prix de l'innovation pour la santé de l'enfant du festival de l'alimentation et de la gastronomie de la Fondation Saint-Pierre. Qui demande des explications particulières ? Madame FOURCADE.

Mylène FOURCADE

J'ajoute que dans le cadre de cette grande fête des cent ans de la Fondation, l'Institut Saint-Pierre organise le premier festival de l'alimentation et de la gastronomie pour les enfants. Je trouve que c'est une très belle initiative, à laquelle ils associent les parents. Cette manifestation est organisée le week-end des 19 et 20 mai à Palavas-les-Flots. Ils ont été très intéressés par la démarche BoCal, qui met en avant les producteurs et qui permet de mieux identifier les produits locaux vendus en circuit de proximité, car ils souhaitent mettre beaucoup plus de produits frais locaux de saison aux menus pour les enfants à l'Institut Saint-Pierre. On les a fait se rapprocher du carreau bio au MIN. Ils s'approvisionnent très régulièrement au carreau bio que nous avons inauguré en fin d'année dernière. Je voudrais dire que cet événement sera relayé par la Métropole et les communes à travers la mise en place d'affiches dans les écoles, les crèches et les cantines, pour permettre aux enfants d'être mieux sensibilisés à cette question de l'éducation alimentaire et au « mieux manger ». Merci.

Monsieur le Président

Et nous serons aux côtés de l'Institut Saint-Pierre. Madame MARION.

Chantal MARTIN

Je voulais rebondir sur cette affaire, très importante dans le projet Montpellier Capital Santé. Nous n'avions pas, pour l'instant, de projets forts concernant l'enfant. On connaît l'Institut Saint-Pierre depuis cent ans. Ils fêtent leurs cent ans. Comme nous l'a dit le directeur dans notre bureau cet après-midi, avec Monsieur MEISSONNIER, depuis cent ans, ce sont des enfants de la Métropole qui vont à l'Institut Saint-Pierre, ce sont des médecins, qui viennent très souvent du CHU et de Montpellier. Il était donc important pour eux de le faire avec Montpellier Méditerranée Métropole pour mettre en avant ces liens forts qui existent depuis cent ans. Cela a enrichi notre projet Montpellier Capital Santé.

Monsieur le Président

Merci, Madame MARION. Qui demande la parole ? Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Effectivement, Monsieur le Président, comme a pu le signaler Chantal, cet après-midi nous avons reçu la direction de l'Institut Saint-Pierre. À l'occasion des cent ans, ils proposent d'organiser le 1^{er} septembre une course qui va se dérouler toute la nuit et toute la journée, puisqu'elle commencerait le vendredi. Nous sommes très intéressés, notamment la Métropole, pour soutenir cette démarche, car au-delà de la démarche de cette épreuve sportive et solidaire, il y a toute une démarche de réflexion sur l'Institut Saint-Pierre, et notamment sur la possibilité d'en faire le centre sportif méditerranéen voire national pour tout ce qui est handisport. Ils ont la possibilité donnée par la mer, la possibilité offerte par certaines infrastructures. Ils ont, à leurs dires, beaucoup de moyens et beaucoup de soutiens. Je pense que, dans un littoral conforté par les sports, notamment le kitesurf et le wakeboard, et concernant tout ce qui est périphérique à la Métropole, nous pourrions devenir un pôle d'entraînement pour toute la section handisport nationale et préparer, au même titre que des champions de chaque discipline pour les JO, des champions d'handisport pour les JO sur le pôle Saint-Pierre de Palavas. Voilà ce que je voulais dire. Nous vous tiendrons au courant, Monsieur le Président, de l'avancement de ces projets et du soutien que pourront apporter la Métropole et les territoires à proximité, notamment celui de Villeneuve-lès-Maguelone. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Merci, Madame MARION. Merci, Madame FOURCADE. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Monsieur le Président

Je vous fais part de ma réponse dans le journal *Le Monde*. Cela intéresse tout le monde. On a tous voté.
« Comme chaque année Montpellier Méditerranée Métropole relance la procédure d'occupation du stade

par le club pour la saison sportive à venir. Cette année, du fait de l'évolution de la réglementation, la collectivité a dû lancer une consultation pour l'attribution des espaces qui peuvent être commercialisés. Lors de la phase de consultation (naming), le groupe Altrad n'a pas retiré de dossier de candidature. La collectivité a reçu deux offres qui sont en cours d'analyse. Si le montant plancher de 300 000 euros est exact, les autres informations sont erronées. La collectivité n'a jamais perçu 2,7 millions d'euros au titre du naming. Nous vous tenons à votre disposition pour tout autre complément. »

Il y a des jours où je rêve d'être Shiva, avec des bras multiples, avec des téléphones, des antennes.

AFFAIRE N° 58 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE - COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DES MONTAGNES DU HAUT LANGUEDOC - ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES D'OCCITANIE - MONTPELLIER MEDITERRANEE - DEVELOPPEMENT DES FILIERES BOIS-ENERGIE/BOIS CONSTRUCTION/BOIS MOBILIER EN CIRCUITS COURTS

M. H. DE VERBIZIER entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 58 concerne le contrat de réciprocité, aussi très important, avec la Communauté de Communes des Monts de Lacaune. Ce contrat de réciprocité concerne le bois énergie, le bois construction et le tourisme. Nous avons signé avec eux cette convention, ce qui nous permet d'avoir recours à l'ensemble des productions forestières du parc du Haut Languedoc. On a obtenu, grâce à Madame BODKIN, que je remercie, qui est allée à Paris au rassemblement national, la tenue du congrès national des communes forestières, puisque nous faisons partie de l'association des communes forestières. Nous sommes la seule Métropole en France qui fait partie de l'association des communes forestières. Madame BODKIN a obtenu la tenue du congrès national à Montpellier. C'est de cela qu'il s'agit.

Dites-nous un petit mot, Madame BODKIN. Expliquez-nous comment vous avez fait pour les convaincre.

Maud BODKIN

Ils étaient déjà assez convaincus, comme vous l'avez dit, parce que nous étions la première Métropole française à avoir adhéré à l'association des communes forestières. Je vais dire un petit mot sur le contrat de réciprocité. Pourquoi ont-ils voulu venir à Montpellier ? Parce que c'est le contrat qui, aujourd'hui, est le plus abouti. On en dira un peu plus lors du congrès. Monsieur le Président, vous aurez la primeur, évidemment, d'annoncer ce sur quoi on s'oriente.

Je voulais également intervenir pour vous inviter, vous tous (Maires, Vice-Présidents), ainsi que vos services. Nous allons faire une réunion, à votre demande Monsieur le Président, le 25 mai au Bistrot d'O avec l'association des communes forestières pour voir comment nous pouvons développer la filière bois dans nos infrastructures, dans le mobilier urbain et dans la filière du bois énergie. Je vous invite donc fortement à vous rendre, le 25 mai à 14 h 30, au Bistrot d'O.

Je remercie Monsieur Philippe RENAUD qui travaille ardemment sur ce dossier depuis longtemps – qui est caché là-haut. Je remercie également les Monts de Lacaune et l'association des communes forestières d'Occitanie pour leur venue le 25 mai. S'il-vous-plaît, ne les faisons pas venir pour rien. Soyez présents et soyons présents en masse, avec tous nos services, pour essayer de voir comment nous pouvons développer à la fois la filière bois, mais aussi, avant cela, le lien entre le rural et l'urbain, qui est primordial dans une société où souvent on dit que l'urbain voudrait manger le rural ou que le rural serait mis de côté. Je crois que c'est par des actions à nos niveaux, intercommunal, métropolitain, de communauté de communes, qu'on peut agir concrètement. C'est le cas aujourd'hui et on en dira plus lors de cette réunion et lors du congrès sur les actions concrètes. C'est bien de faire un contrat, mais ce qui est mieux est d'avoir les résultats et ce qu'aura apporté ce contrat, sur ce congrès qui aura lieu les 7 et 8 juin à la Mairie de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci, Madame BODKIN. Simplement, pour aller dans votre sens et pour donner quelques explications supplémentaires, concernant l'histoire ou plutôt les relations urbain-rural, lorsque nous avons obtenu le contrat État-Métropole sur la santé, qui nous a été accordé par deux personnes – l'ancien Premier Ministre Manuel VALLS et le Ministre des Collectivités Jean-Michel BAYLET – à Lyon, où nous avons obtenu 8,3 millions d'euros de l'État pour suivre et aider les projets sur l'innovation médicale, sur la médecine du futur,

il était bien clair et spécifié que, pour pouvoir prétendre au contrat État-Métropole, il fallait que la Métropole ait engagé un pôle métropolitain. Sans pôle métropolitain, il n'y avait pas d'accès au contrat État-Métropole. Le fait d'avoir créé le parlement des territoires, que nous avons mis en avant dans le dossier de candidature, nous a permis d'obtenir ce contrat. C'est ce que vient de dire et d'illustrer, avec les Monts de Lacaune, Madame BODKIN.

Maud Bodkin

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je remercie également Laurent JAOU, qui est fortement impliqué dans ce dossier, que l'on suit tous les deux.

Monsieur le Président

Monsieur MONTAUD, Monsieur RAYMOND. On dit que les maires sont identifiés avec leur commune. C'est vrai.

Joël RAYMOND

Merci, Monsieur le Président. Vous me la faites à chaque fois.

Monsieur le Président

Quand je vous vois, je pense au château de Montlaur.

Joël RAYMOND

J'ai compris. Je vous remercie. Je me réjouis, Madame BODKIN, de cette convention. Je dois dire que la commune de Montaud adhère depuis dix ans maintenant à l'association des communes forestières, tout simplement parce qu'elle avait mis le bois au centre notamment de l'énergie future, pour pouvoir chauffer des bâtiments communaux comme l'école par exemple, mais aussi des foyers, et démontrer aux gens la possibilité de se chauffer notamment avec des granulés de bois. Comme on est sur le point de terminer de Conseil de Métropole et qu'on est dans les annonces, j'en profite pour dire que le marché des Garrigues se tient ce dimanche à Montaud. Il s'agit de rejoindre la ruralité et du lien entre ruralité et urbain. Vous pouvez profiter, à cette occasion, si vous venez – je vous invite à venir en nombre –, des cabanes que l'on vient de faire construire en tant que jardins d'enfants. Il s'agit de cabanes dans les arbres, de type acrobranche. Plutôt que de mettre des jeux un peu classiques que l'on retrouve dans chaque parc à jeux, on a fait intervenir l'entreprise – j'en fais la publicité – Indy Parc, qui est ardéchoise et fait ces cabanes avec ces acrobranches. Vous pourrez venir voir ce que cela donne. C'est peut-être un peu plus onéreux, mais c'est local et cela fait du bien. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame BODKIN.

Maud BODKIN

Je souhaite dire un dernier mot, pour rejoindre ce que vous disiez, Monsieur RAYMOND. Évidemment, faire du bois, c'est bien. Je n'ai pas utilisé et je dois utiliser le terme de bois local. Quand on a des chaufferies bois et qu'on va prendre le bois en Autriche, l'empreinte écologique se discute. Je ne suis pas sûre qu'elle soit pertinente. C'est aussi le but de ce contrat. Il s'agit évidemment de bois, mais de bois local. C'est d'ailleurs ce qu'a déjà entrepris Monsieur le Président avec notre bois au Port Marianne, que l'on prend maintenant, ce qui n'était pas le cas auparavant, de manière locale. Il s'agit du bois énergie pour la centrale.

Monsieur le Président

À la centrale trigénération, le bois énergie vient du parc du Haut Languedoc, mais aussi du parc national des Cévennes. Nous avons obtenu cela grâce au parlement des territoires. Je vous assure que pour tenir une forêt vivante, il faut organiser des coupes, tous les dix ans, vingt ans, cinquante ans, cent ans. Une forêt se gère. C'est avec ce bois qu'on peut récupérer autant de copeaux pour faire fonctionner notre centrale. Avant on achetait le bois en PACA et dans le Nord. Aujourd'hui, on l'achète localement (parc du Haut Languedoc, parc des Cévennes). Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, je crois qu'avec Jean-Luc COUSQUER et tous les membres de l'office du tourisme, on voulait te remercier, Maud, d'avoir obtenu un congrès à Montpellier. Ce matin, on a discuté un peu avec les hôteliers et les restaurateurs, qui s'inquiètent de tout ce qui peut être fait à la Métropole et qui va dans leur sens. Je crois que c'est un élément. Vraiment, on te remercie. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Je mets aux voix l'affaire n° 58. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 59 : HORS COMMISSION - CONSULTATION REGLEMENTAIRE POUR LE PROJET REGIONAL DE SANTE OCCITANIE - AVIS DU CONSEIL DE METROPOLE

M. JP. RICO sort de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 59 concerne la consultation réglementaire pour le projet régional de santé Occitanie. Il s'agit du document officiel. Qui demande des explications ? Il a été concerté avec l'ensemble des organismes. J'y ai participé activement en tant que président de la conférence territoriale de santé. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

Monsieur le Président

Cela a été voté également au Conseil Départemental à l'unanimité. Je regarde ce que fait mon grand frère.

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - MODIFICATIONS DES STATUTS - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 60 concerne la société anonyme d'économie mixte locale TaM et les modifications des statuts. Il s'agit d'intégrer l'activité du centre de formation des apprentis et de respecter la loi Rebsamen.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE SUR LE TERRITOIRE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - PROROGATION DE LA CONCESSION ET DES CONVENTIONS D'EXPLOITATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JP. RICO entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 61, hors commission, concerne la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de Villeneuve-lès-Maguelone. Il s'agit de la prorogation de la concession. Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 62 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES (CRC) OCCITANIE - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SUITE AU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES 2015

Monsieur le Président

L'affaire n° 62 concerne la Chambre Régionale des Comptes. Il s'agit du bilan des actions entreprises suite au rapport d'observations, qui s'étend de l'année 2010 à l'année 2015. Vous avez pris connaissance du rapport. Qui demande la parole ? Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE RADIO NOVA, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n° 63 concerne la convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. C'est pour les Nuits Zébrées. Cela vous parle, non ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION CHENGDU (CHINE) - PARTICIPATION AU FORUM GLOBAL DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENARIAT - DATES DU 16 AU 20 MAI 2018 - AUTORISATION DE LA MISSION

Monsieur le Président

J'en arrive à la dernière affaire de l'ordre du jour. Il s'agit du développement international de la mission dans notre ville jumelle de Chengdu et de la participation au forum global de l'innovation et de l'entrepreneuriat, du 16 au 20 mai 2018. Il s'agit de donner l'autorisation pour cette mission. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

Monsieur le Président

Chers collègues, je vous remercie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h35.